

Lire page 7 les articles
de Frédéric EDELMANN et
Jean-Pierre PÉRONCEL-HUGOZ.

كتاب من الاصل

Le Monde

PROCHE-ORIENT

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

La visite de M. Sharon aux États-Unis n'a fait que souligner, jusqu'ici, les divergences entre Washington et Jérusalem sur l'avenir des Palestiniens. Le ministre israélien de la défense s'est entretenu, vendredi 27 août, successivement avec M.M. Weinberger, secrétaire américain à la défense, qui doit se rendre au Liban, en Egypte et en Israël dès le début de la semaine prochaine, et Shultz, secrétaire d'État. Il devait s'adresser, samedi, à une conférence de dirigeants juifs américains qui doit recueillir plusieurs dizaines de millions de dollars pour Israël.

Vendredi, M. Sharon a réaffirmé sans détour, nous indique notre correspondant à Washington, « Il n'est pas question que l'autonomie conduise à former un État palestinien dans les territoires occupés. La Jordanie est un État palestinien. Israël n'a jamais accepté et n'acceptera jamais un deuxième État palestinien. » Le département d'État américain lui a aussitôt répondu en réaffirmant l'attachement des États-Unis au statut politique actuel de la Jordanie. Peu convaincu de l'existence de divergences entre Israël et les États-Unis, l'agence Tass a estimé, pour

sa part, vendredi, que la visite de M. Sharon avait pour objet de « coordonner avec l'administration Reagan les plans d'une éventuelle extension de l'agression d'Israël au Liban et d'une occupation prolongée de ce pays ».

● AU LIBAN, à l'issue d'une audience accordée vendredi, en sa présence, par le président sortant, M. Sarkis, à M. Habib, M. Chafic Wazzan, premier ministre libanais, a affirmé que « le programme d'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth se déroule normalement ». M. Wazzan a également rencontré M. Arafat. De son côté, M. Charles Percy, président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, a été reçu par M. Sarkis en présence de M. Gemayel, président élu.

Le seul incident sérieux rapporté vendredi s'est produit à Tyr (Sud-Liban) lorsque, selon un porte-parole militaire israélien, un car de tourisme a sauté sur une mine près d'un site archéologique. Six civils israéliens ont été blessés.

● A MOHAMMEDIA (Maroc), où s'ouvre ce samedi la conférence des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, chargée de préparer le sommet prévu à Fès, le 6 septembre, deux délégations sur vingt-deux seront absentes : celle de la Libye, qui considère que le sommet a pour objet de liquider la cause palestinienne, et celle de l'Égypte, exclue de la Ligue en 1979 pour avoir signé un traité de paix avec Israël.

● EN ISRAËL, un sondage publié vendredi par le « Jérusalem Post » indique que la popularité de M. Begin est au plus haut, 82,8 % des personnes interrogées approuvent l'opération « Paix en Galilée », et 48,5 % auraient appuyé une invasion de Beyrouth au cas où l'O.L.P. aurait refusé d'évacuer la capitale du Liban. D'autre part, le pilote israélien libéré par les Palestiniens la semaine dernière a déclaré avoir été bien traité par ses geôliers, qui, a-t-il dit, « combattent par idéalisme ». Lors d'un entretien diffusé par la télévision, il a critiqué ceux de ses compatriotes qui présentent les combattants palestiniens comme des « terroristes sans foi ni loi ».

La mort des combattants palestiniens (soit 6 500 hommes) avaient quitté Beyrouth samedi

Beyrouth. — La mort des combattants palestiniens avait quitté Beyrouth ce samedi 28 août à mi-parcours de l'opération d'évacuation commencée samedi dernier et dont le calendrier s'étale sur quinze jours. Vendredi soir, 6 780 fedayin et soldats de l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine) avaient, en effet, pris le bateau ou la route pour diverses destinations arabes. Par ordre chronologique : la Jordanie (250 hommes), l'Irak (123), la Tunisie (1982), le Sud-Yémen (718), en répartissant à égalité 400 hommes ayant pris place sur le même bâtiment qui doit en débarquer une partie à Aden et l'autre à Djeddah, le Nord-Yémen (777 en procédant à la même répartition), le Soudan (488 environ), la Syrie (3 207), 150 blessés ont été évacués vers Chypre et la Grèce.

Les décomptes ne sont cependant pas concordants. Il existe, en particulier, une différence de 323 hommes entre les décomptes

De notre correspondant

palestinien et israélien, ce dernier étant, bien entendu, plus bas. Mais tous les chiffres tournent autour de 6 500 Palestiniens évacués, sur un total de 12 000 à 13 000 : 2 000 fedayin palestiniens et 2 500 Palestiniens également au titre de l'Armée de libération de la Palestine et 1 500 à 2 000 Syriens.

Jusqu'à présent, l'ensemble de l'opération s'est déroulée correctement et sans accrocs, si l'on excepte l'incident des R.P.G. et les quelques retards qui se sont produits le long de la route Beyrouth-Sofar pour le convoi parti vendredi pour Damas.

La première évacuation par route a en effet été accompagnée de quelques incidents. Pour com-

mencer, les bersaglieri de la force multinationale et un des soldats de l'A.L.P. ont été légèrement blessés au passage intermédiaire de Beyrouth. Le temps que l'on établisse qu'il s'agissait de balles perdues provenant du baroud d'entraînement et non de francs-tireurs, un arrêt a été marqué. Ensuite, sur le tronçon de la route Beyrouth-Damas tenu par l'armée israélienne, qui s'était bien déplacée (provisoirement) de quelques dizaines de mètres « loin de la vue », le général Menahem commandant le secteur, observait soigneusement le convoi et un drapeau israélien flottait sur le parcours, au niveau de l'Hamdon. Ceci a provoqué la colère des Palestiniens. Malgré ces quelques accrocs, les mille trois cent cinquante hommes de l'A.L.P. sont arrivés à bon port à Sofar, où ils ont pénétré dans le terri-

toire contrôlé encore par l'armée syrienne. (Lire ci-dessous.)

Le départ des 1300 autres soldats de l'A.L.P. était prévu pour ce samedi matin. Ils ont dû attendre 1500 à 2000 soldats syriens doivent quitter Beyrouth dimanche : ils emporteront quant à eux leurs armes lourdes et se redéplaceront dans la Bekaa, aux côtés des unités syriennes qui s'y trouvent encore.

Le déploiement de la force multinationale le long de la ligne de démarcation inter-secteurs à Beyrouth a progressé. Les légions arabes et parasyriennes, en particulier, ont poussé leur avance vers le centre ville en ruines d'un côté et vers le camp palestinien de Sabra Chatila de l'autre, timidement accompagnés de l'armée libanaise. On commence à parler à la faveur de ce déploiement d'une réouverture des grands axes routiers entre les deux secteurs de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

M. Begin défend le principe de la guerre préventive

Dans un texte que publie France-Sofar, ce samedi 28 août, M. Menahem Begin défend avec conviction le principe de la guerre préventive. Après avoir écrit que la deuxième guerre mondiale aurait pu être évitée si la France avait réagi militairement à l'entrée de l'armée allemande en Rhénanie en 1936 (« deux divisions françaises auraient suffi pour prendre tous les soldats allemands entrés en Rhénanie », affirme-t-il), le premier ministre israélien reconnaît que l'invasion du Liban n'a pas été décidée parce que l'existence de l'État israélien était en danger, mais pour éviter à Israël la plus grande perte au cours d'un conflit ultérieur dont l'État lui n'aurait choisi ni la date ni les conditions.

Après avoir passé en revue les différents guerres israélo-arabes — surtout celle de 1973, durant laquelle, dit-il, l'armée syrienne aurait très bien pu arriver jusqu'à Haïfa si elle avait réussi à descendre du Golan, — M. Begin poursuit : « Nous aurons pu continuer à avoir des civils blessés à Manbij, à Kyrat-Shmonah et à Naharya. Nous aurons pu continuer à compter les civils tués par des charges

explosives déposées dans un supermarché de Jérusalem ou une station d'autobus à Pata-Tikva. Tous les orfres donnés pour perpétrer ces actes de meurtre et de sabotage venaient de Beyrouth. Aurions-nous dû nous résigner aux incessants meurtres de civils (...) ? Permettons-nous au sang juif de se répandre en danger ? Permettons-nous que des bombes soient placées dans des juifs à Paris, à Athènes, à Rome ou à Londres ? »

M. Begin affirme ensuite que la guerre du Liban a permis à Israël de détruire « la potentialité de combat de 20 000 terroristes », ajoutant : « Nous en avons mis 9 000 dans des camps de prisonniers », « entre 2 000 et 3 000 ont été tués » et « 7 000 à 9 000 ont été encerclés et isolés dans Beyrouth ». M. Begin souligne aussi que l'État n'est pas entré en guerre contre Israël, que la Jordanie ne peut pas attaquer son pays et que le traité de paix avec l'Égypte « a résisté ». « Il y a de bonnes raisons de s'attendre à une période historique de paix », dit-il avant d'affirmer : « Aucun impératif moral n'oblige une nation à se combattre que lorsqu'elle a le dos à la mer ou qu'elle se trouve au bord du gouffre. »

La kermesse de Chtaura

De notre envoyé spécial

Chtaura. — « Les députés qui ont élu Bachir Gemayel ont bu le sang des martyrs. » La banderolette barre la façade de la gendarmerie de Chtaura sur toute sa largeur. Elle ne semble guère appropriée par les deux officiers des forces armées libanaises de sécurité libanaise qui, du balcon, observent, impuissants, le va-et-vient incessant de Land Rover bourrés de millions en armes dans la rue principale.

En dépit des bâtiments criblés d'éclats et éventrés à l'entrée est de l'agglomération, souvent encore traqués des raids aériens israéliens du mois de juin, Chtaura, petite bourgade à cheval sur la route Beyrouth-Damas, au cœur de la Bekaa, a des airs de kermesse ce vendredi 27 août, une kermesse où les ruelles d'armes automatiques remplacent les pèlerins. Presque tout ce que la Bekaa compte d'éléments armés y est représenté avec kalachnikov, lance-grenades R.P.G., mitrailleuses lourdes, et même quelques batteries de D.C.A. ainsi qu'une batterie de missiles GRAD montée sur camion : soldats syriens, fedayin, des unités armées palestiniennes, parti progressiste du mouvement national, milice chite AMAL, reconnaissable aux posters de l'imam Sadr (chef de la communauté chite libanaise disparu en Libye en 1978) et de l'imam Khomeiny placardés sur leurs véhicules.

Des éléments de l'armée du Liban arabe (fraction de l'armée libanaise entrée en dissidence lors de la guerre civile de 1976-1978) offrent une mini-parade militaire en remorquant au ralenti l'arrière centrale à bord d'une douzaine de jeeps. A 200 mètres d'un poste syrien, les miliciens du P.S.N.S. (parti socialiste syrien) forment une double haie d'honneur devant le siège de leur organisation, une somptueuse demeure.

Tout ce petit monde se côtoie sans heurt dans une débauche de drapeaux, d'emblèmes et de haut-parleurs nasillards, sous le regard impassible de civils libanais qui en ont vu d'autres. La plupart des commerçants ont cependant laissé prudemment leur rideau de fer baissé. La route de Beyrouth est fermée à la circulation civile dans la

direction du col de Dahr-El-Baidar, où doit arriver le premier convoi de fedayin, plus d'un millier de combattants de l'Armée de libération de la Palestine, rentrant en Syrie par la voie terrestre ; le contingent égyptien le plus important depuis le début des opérations d'évacuation de la capitale libanaise.

Une pétarade ininterrompue

Entre Chtaura et Massana, la poste-frontière libanaise, des centaines de civils palestiniens et libanais se sont mêlés aux soldats syriens et aux millions de toutes tendances qui ont aussi pris position de part et d'autre de la route. Vers 11 h. 30 enfin, alors que nous sommes remontés vers Massana, une pétarade ininterrompue d'armes de tous calibres annonce le convoi qui s'avance du fond de la Bekaa entre cette halle humaine.

Il est difficile de distinguer l'escorte de miliciens partis de Chtaura

du convoi lui-même dans la profusion des véhicules de tous genres qui défilent, tous feux allumés. Vision presque incongrue : au milieu de ce spectacle coloré, les quelques dizaines de mètres de la force d'interposition casquée blanc et plumet noir au vent qui encadrent, jusqu'à la frontière, les camions militaires syriens ou civils sur lesquels ont pris place les combattants, pistolets mitrailleurs et parfois lance-grenades R.P.G. au poing. Avec les paquets des hommes de l'A.L.P., tout un matériel hétéroclite a été entassé dans les camions : il y a des camps, mais pas de mousses et même réfrigérateurs...

Avant même d'arriver au poste frontière libanaise, les camions sont pris d'assaut par les Palestiniens venus des camps de réfugiés de la Bekaa ou de Syrie. Enfin vers midi, le convoi passe le poste syrien de Jeddah au camp d'une foule de plus en plus compacte, mais par enchantement, de ce côté-ci de

la frontière les tirs d'armes automatiques cessent.

Tandis que le convoi s'arrête quelques kilomètres plus loin pour opérer un regroupement, les taxis et les bus venant de la capitale syrienne et bourrés de familles palestiniennes affluent encore pour offrir aux combattants un dernier hommage avant que ceux-ci rejoignent dans l'après-midi une des bases de l'A.L.P. à Qatana dans la banlieue de Damas.

Au total, d'ici la fin des opérations d'évacuation de Beyrouth, selon une source de l'O.L.P., la Syrie devrait avoir ainsi récupéré près de deux mille hommes des unités de l'A.L.P. stationnées sur son territoire, deux mille six cents à trois mille combattants de l'Organisation de libération de la Palestine, et environ mille trois cents Syriens de la Force arabe de dissuasion, redéployés dans la Bekaa. Enfin une rumeur courrait vendredi, dans la capitale syrienne, selon laquelle le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, pourrait arriver en Syrie avec un prochain contingent.

EMMANUEL JARRY.

Témoignage

« M. Bachir Gemayel, l'espoir d'une génération »

Condisciple de M. Bachir Gemayel au lycée puis à l'université, le docteur Robert Feghali, ancien secrétaire à la fédération parti national libanais (P.N.L.), délégué pour la France, nous a adressé le témoignage suivant :

Présent par certains comme le candidat et le chef militaire d'une fraction extrémiste de Libanais, le président Gemayel est, en fait, le représentant et l'espoir d'une génération, dont les options sont bien au-delà des divisions politico-religieuses traditionnelles et dont il faut reconnaître l'identité.

Il est vrai que M. Gemayel s'est illustré, par son courage, à la tête des combattants contre l'invasion syrienne. Mais lui ni lui ses jeunes amis ne sont des professionnels des armes. La défense armée n'était qu'une phase imposée pour la sauvegarde du pays.

Il appartient à cette génération, née après 1944, formée à l'école française de la justice et de l'humanité, et qui est celle de la transition entre l'indépendance octroyée et une autre, conquise. Alors que nous n'étions que quelques étudiants, en 1967, à prendre conscience de la nécessité d'assumer un rôle national, devant la vacance de l'État divisé et faible, il a toujours été l'un de nous avant d'être membre d'un clan ou d'un parti. Il ne pouvait donc que ressentir, comme nous, le fossé qui nous séparait de la mentalité de séral de la vieille classe politique et d'un islam entraîné dans l'aventure nassérienne. Il ne pouvait que

souffrir, comme nous, de l'étouffement de notre identité et de l'abandon de notre souveraineté. Pour devenir le président, il faut avoir connu l'échec et l'humiliation. Je l'ai connu, connaissant ses dimanches à l'aise des Palestiniens de la « Quarantaine » qu'on l'a accusé d'avoir trahi. Je l'ai connu comme responsable des étudiants Katsabs, avec M. Fakradouni, alors que j'étais secrétaire au P.N.L. servant pour l'alliance tripartite avec le bloc national de Raymond Eddé.

Je l'ai toujours vu s'engager et affronter le danger, pour une juste cause, parfois contre les vœux de certains dirigeants de son parti. Ainsi lors de la fameuse occupation de l'école des lettres françaises à Beyrouth, en 1968. Il m'avait alors rejoint, seul, pour essayer de convaincre les éléments armés de ne pas imposer une grève forcée aux étudiants. Mais, comme certains l'avaient présenté, à l'époque, « menant les troupes à l'assaut ».

Lors de notre visite en Allemagne, en 1970, il avait défendu tout autant le droit des Palestiniens à une patrie que celui des juifs et des Libanais.

Lorsque la guerre a été imposée, en 1976, il était là, organisant à la tête des forces libanaises, la défense du pays. Avant l'affrontement du 7 juillet 1980, avec certains éléments du P.N.L., il me confiait ses appréhensions devant les « dérapages » de certains et la triste nécessité de devoir y mettre un terme par la force.

Aujourd'hui, le président Gemayel, entouré par tous ceux qui ont pris conscience de leur identité et de leur espoir, est notre génération. Il est l'espoir d'un Liban unifié capable d'assurer sa mission de dignité et de liberté dans ce Proche-Orient totalitaire.

CORRESPONDANCE

La division des Druzes libanais

Un lecteur, M. Abdelouares, nous écrit :

Wali Jomblatt n'est pas le chef de la communauté druze. Il est certes le chef du Mouvement national libanais, qui regroupe la plupart des milices et des partis libanais, mais ce n'est pas lui qui a été victime à la fin de la guerre sans merai menée par l'Égypte qui a fait plus de

Le sort des Kurdes est évoqué à la sous-commission des droits de l'homme à l'ONU

De notre correspondante

Genève. — La Fédération internationale des droits de l'homme a rappelé devant les experts réunis depuis le 18 août dans le cadre de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies (le Monde du 18 août) la situation des Kurdes dans les différents pays où ils sont répartis, leur population. La F.I.D.H. estime que la majeure partie des quelque 25 millions de Kurdes est victime « de dénis de justice, d'extorsions, de pillages, de déportations, de déracinement par la force, de déportation massive, d'une situation d'oppression nationale et culturelle fondée sur le racisme, de sous-développement économique planifié et qui engendre ce cycle infernal de révolte et de répression qui se perpétue depuis plus d'un demi-siècle ».

En Turquie, les Kurdes représentent près du quart de la population. Cependant la langue kurde n'y a pas droit de cité et les Kurdes assimilés de force sont traités en citoyens de seconde zone et accusés de « menées séparatistes », ce qui constitue pour le pouvoir une porte ouverte à toutes les exactions. Les Kurdes de l'Irak ont été déportés dans des zones semi-désertiques. Dans les villages d'origine, « notamment la région de Mossoul », ils ont été « partiellement remplacés par des Arabes ». En U.R.S.S., selon M. Vanly, les Kurdes partagent les conditions de vie des autres citoyens.

ISABELLE VICHNIAC.

● Un communiqué militaire irakien a annoncé vendredi 27 août que plusieurs appareils irakiens avaient survolé Téhéran ainsi que Qom, siège religieux de l'imam Khomeiny, « l'objectif des avions est de détruire le Téhéran et de Qom était de montrer aux dirigeants irakiens, enfoncés dans une profonde arrogance, que notre aviation est capable d'atteindre n'importe quel objectif à l'intérieur de l'Iran », déclare le communiqué. L'Iran a admis le survol de Téhéran mais a affirmé que la chasse a réussi à « faire disparaître les avions ennemis de nos cieux ». — (A.F.P.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Robert Bourne-Méry (1944-1968)
Jacques Fauve (1968-1982)

Imprimerie
de « Le Monde »
1, rue de la Harpe
75001 PARIS-13
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Comptabilité paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Le Monde des
PHILATELISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

DES
LE T

EUROPE

Espagne

La dissolution des Cortes

(Suite de la première page.)

Les autorités ecclésiastiques, après avoir prié pour la mort de Jean-Paul II, ont fait campagne pendant la visite de Jean-Paul II en Espagne, ont fait machine arrière. La nonce apostolique, Mgr Antonio Innocenti, a déclaré que la dissolution du Parlement ne motivait pas la suspension de la visite pontificale.

La coïncidence des dates a néanmoins provoqué l'irritation des partis socialistes et communistes qui craignent que le gouvernement n'utilise la présence du pape à des fins électoralistes. M. Alfonso Guerra, vice-secrétaire général du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.), estime cette coïncidence « intolérable ».

D'autre part, tels l'Alliance populaire (droite) de M. Fraga, et le parti démocratique chrétien de M. Alzaga, ont, plus paradoxalement, exprimé leur désapprobation. Mais on discute surtout dans leurs critiques, un dépit de voir les élections convoquées sans leur avis.

Pour le reste, les partis politiques ont accueilli la dissolution du Parle-

ment avec une certaine sérénité. Le P.S.O.E., donné largement favori, est plutôt satisfait par une date proche. Il a déclaré être prêt depuis longtemps pour ces élections, qu'il demandait avec insistance. Quant aux partis régionalistes, basque et catalan, ils estiment avoir tout à gagner d'un scrutin, dont ils espèrent sortir renforcés.

La presse de ce samedi matin souligne la « précipitation » avec laquelle M. Calvo Sotelo a décidé de dissoudre le Parlement. D'après 10 estimations, la principale victime de cette hâte sera M. Suarez. Le journal souhaite que le gouvernement demande à Jean-Paul II de reporter son voyage pour que les élections puissent se dérouler sereinement et que le pape n'en soit pas la tête d'affiche. Et l'avis critique aussi la hâte de M. Calvo Sotelo et craint de ne voir confondues, durant le voyage, opinion politique et conviction religieuse. A.B.C. (conservateur) estime, en revanche, que le scrutin satisfait l'esprit du pape, mais qu'il a ses voyages empêchés sa visite d'influencer les résultats du scrutin.

(Interim.)

Malgré les menaces des séparatistes basques

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE DE POURSUIVRE LA CONSTRUCTION DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE LEMONIZ

Madrid (A.F.P.). — Le gouvernement espagnol a décidé, le vendredi 27 août, de poursuivre la construction de la centrale nucléaire de Lemóniz, le projet nucléaire sans doute le plus violemment contesté dans le monde.

La décision de reprise des travaux intervient après une suspension d'un peu plus de trois mois, postérieure au meurtre, le 5 mai dernier, d'un deuxième ingénieur en chef de la centrale, « exécuté », comme son prédécesseur, par l'organisation indépendantiste ETA-militaire (ETA-M). Elle se situe également à huit jours de l'échéance d'un ultimatum lancé le 4 août par l'ETA-M, enjoignant, par lettres individuelles, aux cent cinquante gardiens de la centrale, de cesser, sous peine de mort, leurs tâches de surveillance.

Onze personnes ont péri depuis le 14 janvier 1978, en relation avec l'édification de Lemóniz, tandis que quelques trois cents attentats ont été perpétrés contre la centrale ou contre des installations de l'entreprise construc-

trice Iberduero, depuis le 11 juin 1977.

Les séparatistes basques estiment que Lemóniz constituerait un danger vital pour les six cent mille habitants de l'agglomération de Bilbao, distante de 15 kilomètres.

L'édification de la centrale avait été pratiquement paralysée pendant plus d'un an, entre février 1981 et mai 1982, à la suite du meurtre du premier chef des travaux. Le coût quotidien de la paralysie est estimé à environ 7,5 millions de francs. Les trois cents attentats ont d'ailleurs coûté plus de 200 millions de francs à Iberduero.

Le conseil des ministres, réuni le vendredi 27 août, a décidé la création d'un « conseil d'intervention » comprenant cinq représentants de l'Etat, un représentant du gouvernement autonome basque et un représentant d'Iberduero. Ainsi le pouvoir central a-t-il décidé de se placer en première ligne face au défi des nationalistes basques, dans l'affaire de Lemóniz.

Grèce

DÉMISSION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉRIEUR M. STATHIS PANAGOULIS

Athènes (A.F.P.). — Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Stathis Panagoulis, a démissionné le vendredi 27 août de ses fonctions « pour des raisons politiques ». Dans une lettre expliquant sa décision, adressée au premier ministre, M. Papandréou, M. Panagoulis affirme qu'il continuera à servir « pour le socialisme et pour le changement véritable ». Selon des sources gouvernementales, il écrit dans ce message, dont le contenu n'a pas été divulgué, que le gouvernement de M. Papandréou « n'a pas tenu ses promesses électorales » sortis de l'OTAN et de la C.E.E. et d'organiser les bases américaines du territoire hellène.

Le soir même, M. Panagoulis était radé du mouvement socialiste panhellénique (PASOK) dont il était député et membre du comité central.

M. Stathis Panagoulis avait adhéré au PASOK en 1971, après la mort de son frère, Alekos Panagoulis, auteur en 1968 d'un attentat contre le premier ministre du gouvernement militaire, M. Papadopoulos. Il avait été condamné en janvier 1973 à quatre ans et demi de prison pour incitation à la révolte, puis gracié quelques mois plus tard.

R.F.A.

L'attribution du prix Goethe à Ernst Jünger suscite une vive polémique

De notre correspondant

Bonn. — Jamais l'attribution du prix Goethe par la ville de Francfort-sur-le-Main, ce samedi 28 août, n'avait donné lieu à de telles controverses. Beaucoup de ses jurés, tels Albert Schweitzer, Thomas Mann ou Carlo Schmid, étaient certes à l'abri de toute contestation. Mais même le choix du critique communiste Georg Lukács, en 1970, s'était provoqué quelques remous, ne soulevant quand même pas une telle tempête.

Le jury qui a pour tâche de proposer un lauréat à la municipalité avait pourtant été unanimement pour désigner Ernst Jünger après que certains de ses membres eurent d'abord avancé le nom de Mania Sperber, de Graham Greene et de Golo Mann. Cette unanimité des jurés n'a pas prévenu une levée de bouillie contre le choix d'un écrivain qui a vu dire à sa suite des réactions hostiles aussi bien avant que pendant et après la guerre.

Les « vertes » et les « alternatifs » qui disposent de quelques sièges à l'hôtel de ville de Francfort n'ont même pas été les premiers à entrer en lice. Ce rôle revient à un député chrétien-démocrate qui reproche à l'écrivain d'avoir décrit ses expériences avec la drogue d'une manière qui pourrait conforter les amateurs de haschisch ou autres poisons.

Ce sont toutefois les « vertes » qui demandent formellement aux édiles de Francfort de rejeter la recommandation formulée par le jury et qui prient la tête d'une véritable campagne anti-Jünger, n'admettant pas qu'un écrivain d'une telle stature puisse servir de modèle à la jeunesse.

Les socialistes-démocrates, peu désireux de laisser à leurs rivaux du centre la tâche de se distinguer, leur emboîtent le pas. A l'appui de leurs thèses, ils ont établi un dossier de citations visant à démolir l'œuvre de Jünger, et à démontrer comment « certains médiateurs » devaient célébrer après la seconde guerre mondiale avec Orphee d'acier, avait favorisé « l'esprit du national-socialisme ». Sans doute, l'écrivain avait-il exprimé sans nuance son hostilité à la République de Weimar. Les jugements sont toutefois plus controversés lorsqu'il s'agit des rapports de Jünger avec le régime nazi. L'indignité ne manque pas de rappeler qu'il refusa alors le siège qui lui était offert à l'Académie des arts.

Dans une interview de onze pages parue il y a quelques jours dans le *Spiegel*, Jünger — âgé de quatre-vingt-sept ans — ne tente pas de se disculper ; il affirme notamment qu'il « ne voit pas de différence fondamentale entre la gauche et la droite », que Heine et Marx, eux aussi, ont parlé contre les juifs, qu'il est « toujours pleinement d'accord avec l'annexion des Sudètes et de l'Autriche en 1938 », tout en ayant « perçu très vite le caractère de Hitler ». Il souligne cependant qu'après des citations on pourrait présenter Goethe lui-même comme un « pornographe ».

Le C.D.U., disposant de la majorité absolue à la municipalité de Francfort, le choix de Jünger a, en fin de compte, été approuvé sans aucune peine. Les défenseurs de Jünger ne font d'ailleurs pas défaut. Un commentateur de Die Welt, par exemple, s'étonne que les critiques de Jünger soient considérées que « l'écrivain était un homme de gauche ». Il ajoute que Jünger ne fut d'ailleurs pas coupable de la démolition de la cathédrale de Cologne.

JEAN WETZ.

(Lire page 9 du Monde Dimanche une interview de Ernst Jünger.)

La tension en Pologne

Manifestations de Solidarité à Lodz

Manœuvres soviéto-polonaises dans la région de Varsovie

Le centre textile de la Pologne, Lodz, a été à son tour le théâtre, le 26 août, de manifestations de rues organisées par les militants clandestins de Solidarité, à l'occasion du deuxième anniversaire des grèves d'août 1980 et de la signature des accords de Gdansk. Elles auraient, selon la télévision polonaise qui en a donné la nouvelle vendredi soir, rassemblé aux abords du dépôt de tramways où siègeait il y a deux ans, le comité de grève inter-entreprises de la ville, « huit cents personnes particulièrement agressives », sept policiers des brigades d'intervention auraient été blessés et cent vingt manifestants arrêtés, dont cent huit ont été condamnés à des peines d'années.

Ces derniers affrontements portés à huit le nombre de villes dont les autorités ont officiellement reconnu qu'elles « aient été touchées depuis le 13 août par des troubles d'une ampleur variable. Ils confirment surtout le sérieux de l'effervescence qui règne actuellement en Pologne et la détermination des militants syndicaux et de la population.

Dans une déclaration que vient de diffuser le bulletin de l'organisation vanguardiste de Solidarité, M. Bujak, le plus connu des dirigeants syndicaux, a encore évoqué aux journalistes de la police, explique ainsi que « si l'on considère que les gens n'ont pas peur et sont capables de s'opposer aux tentatives de dispersion, cela constitue une pression qui devrait contribuer dans un temps relativement court, le pouvoir à des négociations réelles ». L'épiscopat et les syndicats.

A l'inverse, poursuit M. Bujak, si le cap des mois d'août est franchi dans le calme pour le pouvoir, cela signifiera pour lui que la population et Solidarité sont très faibles, brisés et qu'il peut alors déléguer le syndicat. Malgré le risque que ces manifestations fassent des victimes, elles doivent donc avoir lieu, ajoute M. Bujak, en affirmant que les entreprises s'y « préparent activement ».

Après les déclarations menaçantes faites mercredi par le ministre de l'Intérieur et jeudi par M. Barabinski, secrétaire du comité central, les autorités ont, quant à elles, recouru à une arme psychologique qu'elles n'avaient plus utilisée depuis le coup d'Etat en annonçant vendredi le déroulement prévu dans la région de Varsovie, d'exercices militaires conjoints soviéto-polonais. L'agence Tass, de son côté, a indiqué la même jour qu'une réunion des vice-ministres des affaires étrangères des pays membres du COMSECON s'était tenue mercredi et jeudi dans la capitale polonaise.

La mobilisation des esprits

Jedli, encore, deux cents canons et fourgons de la milice ont pris position aux abords du chantier Łódź à Gdansk tandis que d'importantes colonnes de blindés investissent le port de Szczecin où une « tentative » de grève avait eu lieu mardi.

La mobilisation des esprits s'est aussi traduite par l'envoi d'une lettre collective d'intellectuels de renom au général Jaruzelski, pour lui demander d'ouvrir le dialogue avec la société polonaise et de réaliser avec elle une « entente nationale ». Ces intellectuels, au nombre de cent cinquante, posent comme condition à l'ouverture de ce dialogue la libération de tous les internés, l'annulation de toutes les personnes condamnées en vertu de la loi martialle, la réhabilitation de toutes les personnes libérées depuis l'instauration de l'état de guerre et l'adoption par le Parlement du nouveau projet de loi sur les syndicats adopté au printemps 1981 entre le gouvernement et Solidarité. L'esprit de cette lettre est très proche de celui de l'homélie particulière sur cette lettre que le primate de Pologne, Mgr Glemp, avait prononcée jeudi à Częstochowa. — (A.F.P., Reuters.)

Tchécoslovaquie

LES ATTACHÉS MILITAIRES AMÉRICAIN ET BRITANNIQUE SONT RETENUS PENDANT TREIZE HEURES PAR LA POLICE

Les Etats-Unis ont adressé une « protestation énergique » à la Tchécoslovaquie, le vendredi 27 août, après la détention pendant treize heures, la veille, d'un diplomate américain par les autorités de ce pays.

L'attaché militaire américain, le colonel Robert Piper, ainsi que son homologue britannique, le colonel Jeremy Carter, ont été retenus « par la police » à Bratislava, près de Prague, sans pouvoir prendre contact avec leur ambassade. On les a fouillés et on a tenté de les interroger. Ils ont été libérés dans la nuit de jeudi à vendredi, après des démarches des représentations diplomatiques, inquiètes de leur absence. Le département d'Etat a protesté contre ce qu'il considère comme « une violation de l'immunité diplomatique » ; l'ambassade de Grande-Bretagne à Prague devait faire de même.

Des incidents similaires se sont déjà produits au début de l'année 1981 avec le colonel Michael Zymniak (canadien), le commandant britannique Oliver Knight et deux officiers français, le lieutenant-colonel Jean-Paul Huet et le commandant Michel Rudelst. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

Après avoir participé à l'Assemblée générale des Nations unies

M. CHEYSSON RENCONTRERA M. SHULTZ FIN SEPTEMBRE

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, aura un entretien avec le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, fin septembre, indique-t-on au Quai d'Orsay. M. Cheysson, actuellement hospitalisé près d'une opération bégaine, ne participera pas à la visite de M. Mitterrand les 1^{er} et 2 septembre à Athènes, mais il se rendra aux Etats-Unis pour l'Assemblée générale des Nations unies qui commencera le 21 septembre à New-York. Le ministre a eu jeudi un entretien avec M. Shultz, qui l'a informé notamment des mesures d'embargo qu'il entendait prendre les Etats-Unis à l'endroit des sociétés Drescher-France et Cressat-Laure. (Lire page 11.)

Nominations d'ambassadeurs

M. FRANÇOIS-RÉGIS BASTIDE AU DANEMARK

Le Journal officiel de ce samedi 28 août annonce la nomination de M. François-Régis Bastide comme ambassadeur au Danemark, en remplacement de M. Pierre Gorce qui a récemment pris sa retraite.

[En 1980, à Bastide, il a fait des études de musique. M. François-Régis Bastide a été nommé dans les cadres de la Division Iclerc (commissaire 1944) avec laquelle, après l'attaché à l'information en Suède, il dirige les émissions musicales de Radio-Saatchi de 1947 à 1957. Secrétaire du Centre culturel international de Beyrouth, il séjourne ensuite à l'Institut français d'Allemagne, puis en Suisse et en Allemagne.]

Depuis la publication de son premier roman, 1947, M. Bastide a été producteur à la radio (« Le Matin » et la « Plume »), avec Michel Polak, membre du comité de lecture de la Comédie-Française (1968-1973), président du Festival des productions et animateurs de radiodiffusion C.F.D.T. (1980). Il avait été élu

Mlle CLAUDE-LAFONTAINE A LA BARBADOE

Le J.O. du 27 août a annoncé la nomination de Mlle Françoise Claude-Lafontaine comme ambassadeur à La Barbadoe, en remplacement de M. René de Choiseul-Freslin.

Comme son prédécesseur, Mlle Claude-Lafontaine résidera à Saint-Johns (La Trinité et Tobago) (Le Monde du 1^{er} et 2 août a publié la biographie de Mlle Claude-Lafontaine.)

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● NOUVELLES LIBÉRATIONS. Un nouveau groupe de deux cent quarante personnes, qui étaient gardées à vue depuis septembre dernier dans le cadre de l'enquête sur la « tentative de coup d'Etat », ont été libérées à la suite de l'assassinat du président Sadate, en octobre, ont été libérées, 8-10 août, au Caire. La décision de les libérer a été prise en fonction « des critères de sécurité de l'Etat ». — (A.F.P.)

Etats-Unis

● MORT D'ALFRED BLOOMINGDALE. — Ami personnel du président Reagan, Alfred Bloomingdale, âgé de 66 ans, héritier de la chaîne de grands magasins qui porte son nom, et créateur de la carte de crédit « Diner's Club », est mort le 20 août à Santa Monica, près de Los Angeles, à-t-on appris récemment. — (A.F.P.)

Inde

● LE MINISTRE JAPONAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Toshio Sakurachi, est arrivé le vendredi 27 août, à New-Delhi pour une visite officielle de trois jours afin de conclure avec son homologue indien, M. Narasimha Rao, un accord sur l'octroi d'un nouveau crédit japonais à l'Inde, et de s'entretenir de problèmes bilatéraux ainsi que de la situation internationale. Ce nouveau crédit de 35 milliards de yens (plus de 140 millions de dollars) portera le total des prêts japonais accordés à l'Inde depuis 1953 à quelque 25 milliards de dollars. — (A.F.P.)

Ouganda

● LE PROBLÈME DES REFUGIÉS. — Radio-Kampala a annoncé, vendredi 27 août, le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies de propager des informations « erronées et sans fondement » à propos de réfugiés ougandais

au Soudan qui auraient fui des combats dans l'Ouest ougandais. Le H.C.R. aurait évalué à quelque 140 000 — dont 40 000 nouveaux depuis le début de l'année — le nombre de réfugiés ougandais dans les centres qu'il gère dans le sud du Soudan. D'autre part, Kampala a annoncé, vendredi, la libération de 1 185 prisonniers, pour la plupart anciens soldats du maréchal Idi Amin, à la suite d'une amnistie décrétée par le président Obote. — (A.F.P., UPI.)

El Salvador

● LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LE HONDURAS, rompues en 1980 en raison de la brève « guerre du football », ont été rétablies le 24 août, ont annoncé les autorités salvadoriennes. — (Reuters.)

Seychelles

● BILAN DE LA MUTINERIE. — Le gouvernement a annoncé récemment que trois

mutins seulement demeurent en fuite depuis la rébellion de la garnison de la capitale. Il a également fait savoir que le bilan des victimes était désormais de neuf morts, dont deux civils. Il semblait que deux des chefs de la mutinerie soient parmi les personnes capturées lundi. Quatre-vingt onze mutins ont été arrêtés. De source informée, on déclare que l'un des morts du week-end serait l'un des chefs de la rébellion, qui se serait suicidé plutôt que de se rendre. — (Reuters.)

U.R.S.S.

● ARRÊSTATION D'UN PAQ-FISTE. — M. Serge Batovrin, jeune peintre soviétique, membre du mouvement paque-fiste, a été arrêté récemment à Moscou, selon la Société internationale pour les droits de l'homme de R.F.A. D'après l'organisation, M. Batovrin a été interné dans l'hôpital psychiatrique où il aurait subi des électrochocs. — (A.F.P.)

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

L'IMPOT DES FRANÇAIS LE TEMPS LIBRE

Le numéro : 5 F

Abonnement un an France (10 numéros) : 50 F

مكتبة المصطفى

AMÉRIQUES

Canada

Une organisation arménienne revendique l'assassinat de l'attaché militaire turc à Ottawa

De notre correspondant

Montréal. — L'attaché militaire de l'ambassade de Turquie au Canada, le colonel Adil Alkhat, âgé de quarante-cinq ans, a été assassiné à Ottawa, vendredi 27 août. L'attentat a eu lieu à 9 heures du matin, au moment où le diplomate se rendait seul en voiture à son travail. Dans un appel téléphonique au bureau de l'Agence France-Presse à Montréal, un correspondant anonyme, s'exprimant en anglais avec un fort accent étranger, a revendiqué cette action au nom des « commandos arméniens ». La police a déclenché une vaste opération pour rechercher les deux individus d'une trentaine d'années décrits par les témoins. Un suspect, arrêté peu après l'attentat, a été relâché. Le colonel Alkhat est le vingt-troisième diplomate turc assassiné depuis le début de la vague d'attentats, en 1973.

Avec cet assassinat, Ottawa vient de perdre sa réputation de capitale la plus tranquille et la plus sûre du monde. Le colonel Alkhat est en effet le premier diplomate turc dans un attentat dans la capitale canadienne. Cet attentat ne constitue pourtant pas vraiment une surprise. Le 4 août, lors de la sanglante fusillade à l'aéroport d'Ankara, une autre organisation, l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie (ASALA), avait affirmé qu'elle préparait des attentats contre plusieurs diplomates occidentaux, dont le Canada. L'ASALA reproche aux autorités canadiennes d'avoir arrêté, en mai, quatre militants arméniens qui sont actuellement jugés à Toronto pour une affaire d'extorsion de fonds aux dépens de la communauté arménienne de cette ville. Le gouvernement canadien avait pris ces mesures de sécurité autour des ambassades, en particulier les représentations française et américaine.

Inquiétude avant la réunion du F.M.I.

L'ASALA était récemment passée aux actes en tentant d'assassiner, le 8 avril, l'attaché commercial de l'ambassade de Turquie à Ottawa, M. Kam Gunogor; celui-ci avait été très grièvement blessé lors d'un attentat survenu dans le garage souterrain de son immeuble. Il est toujours hospitalisé, et son agresseur n'a pas été retrouvé.

Le colonel turc assassiné vendredi vivait, selon sa fille, dans la crainte permanente d'un attentat contre lui ou sa famille. Les autorités canadiennes avaient posté un policier à sa résidence, mais M. Alkhat se déplaçait en général seul lorsqu'il allait à l'ambassade. Selon les informations recueillies par la police, le diplomate était arrêté à un feu rouge lorsqu'une petite voiture de marque étrangère est arrivée à sa hauteur. Un homme est sorti, pendant que son compagnon restait à l'intérieur du véhicule, et a tiré trois balles sur le colonel Alkhat à travers la vitre. Le diplomate est mort sur le coup.

Cet attentat a suscité une grande émotion dans les milieux politiques canadiens, qui sont tout à fait inquiétés que le Canada n'est plus à l'abri du ter-

rorisme international. L'inquiétude est d'autant plus grande que l'événement survient quelques jours avant la réunion du Fonds monétaire international, qui amènera de nombreuses personnalités étrangères à Toronto. Le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a déploré « ce meurtre barbare et insensé » et a fait part de sa volonté de « combattre la maladie du terrorisme ».

Dans les milieux arméniens — environ trente-cinq mille Arméniens vivent au Canada, et à peine quelques milliers de Turcs — la condamnation est unanime. L'opinion publique du Canada, M. Khatolig Hagopian, qui n'a rien d'un extrémiste, a déclaré à cette occasion : « Nous pouvons comprendre les sentiments de la jeune génération (arménienne), déçue par l'indifférence du monde entier et du gouvernement turc ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

États-Unis

LES « BALLETS BLEUS DU CAPITOLE » : UNE SUPERCHERIE

Un ancien garçon de courses du Congrès, M. Leroy Williams, a reconnu vendredi 27 août, lors d'une conférence de presse dans sa ville natale de Little Rock (Arkansas), qu'il avait menti le mois dernier lorsqu'il avait affirmé que des membres du Congrès avaient des relations homosexuelles avec les jeunes gens, appelés « ballets bleus », chargés de porter leurs messages (le Monde) daté 4-5 juillet). Ces « révélations » avaient créé un scandale et déclenché l'ouverture d'une enquête, qui était de toute façon sur le point d'être close, par manque de preuves. — (A.F.P.-U.P.I.).

ASIE

Ancien animateur du « Printemps de Pékin »

M. XU WENLI EST CONDAMNÉ A QUINZE ANS DE PRISON

De notre correspondant

Pékin. — L'un des plus célèbres contestataires chinois, M. Xu Wenli, a été condamné récemment à 15 ans de prison pour activités contre-révolutionnaires. M. Xu Wenli, ancien animateur de la revue la Tribune du 5 avril, a été arrêté en avril 1981.

Agé de trente-huit ans, marié et père d'une petite fille, M. Xu Wenli est un ouvrier électricien. La Tribune du 5 avril, qu'il avait fondée en novembre 1978, repré-

sentait l'avis marxiste de la contestation du « Printemps de Pékin ». Dans une interview accordée à ce journal au début de 1980, M. Xu déclarait : « D'un point de vue théorique, nos objections sont les mêmes que ceux du parti communiste. » (Le Monde) du 6 février 1980). Il était prononcé dans le même temps pour un « socialisme humanitaire ». La Tribune du 5 avril a cessé de paraître dans le courant de l'année 1980.

La lourde condamnation qui frappe M. Xu Wenli, celle prononcée en octobre 1979 contre M. Wei Jingsheng, le plus connu des contestataires chinois, elle fait suite à une série d'attentes procès secrètement organisés ces derniers mois contre plusieurs figures marquantes du mouvement démocratique. — M. L.

DES DANGERS DE LA PROPAGANDE ÉTRANGÈRE

Pékin (A.F.P.). — Les autorités chinoises ont décidé de passer au crible toutes les publications diffusées en Chine par les ambassades étrangères.

Dans une lettre adressée au début de la semaine écoulée à toutes les missions diplomatiques à Pékin, le ministère chinois des Affaires étrangères rappelle qu'il est « interdit de distribuer tout imprimé comportant des passages qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, une attaque à la politique extérieure du gouvernement chinois, un outrage à la morale chinoise ou une atteinte aux sentiments du peuple chinois ».

Le ministère des Affaires étrangères, a décidé que « dorénavant, chaque fois que les missions diplomatiques distribuent du matériel de propagande en Chine, elles sont tenues d'en soumettre deux exemplaires au département de l'Information du ministère des Affaires étrangères à des fins de vérifications ».

Argentine

Pour compenser les pertes de la guerre des Malouines Les forces armées entendent procéder rapidement à un réarmement massif

Buenos-Aires (Reuter). — L'armée argentine veut entreprendre rapidement un programme de réarmement massif pour remplacer ses lourdes pertes de la guerre des Malouines. La moitié de ses avions de combat, en particulier, avaient été détruits par les forces britanniques, ce qui place l'Argentine, dont la force aérienne était auparavant la première d'Amérique du Sud, en position délicate face au Chili avec qui elle a également un contentieux territorial dans la zone australe du canal de Beagle.

La hâte manifestée par les forces armées à se réarmer tient aussi au fait que le retour à un régime civil en mars 1984 — les militaires craignent, à cette occasion, des coupes dans leur budget.

L'objectif prioritaire est le remplacement de la cinquantaine de Skyhawk et de Mirage abattus pendant la guerre. L'armée de l'air argentine s'intéresse au chasseur américain F-16. L'administration Reagan souhaite pouvoir reprendre les ventes d'armes à Buenos-Aires. Mais elle n'a pas encore réussi à faire approuver par le Congrès la levée de l'embargo sur les ventes d'armes et l'aide militaire, embargo décidé par l'administration Carter en 1977, en signe de protestation contre le non-respect des droits de l'homme en Argentine.

La situation est également urgente en ce qui concerne la reconstitution d'une force d'hélicoptères, dont vingt-deux ont été détruits pendant les combats. La Grande-Bretagne, de son côté, assure avoir capoté intact dix-sept de ces appareils.

Le besoin est si pressant que l'Argentine cherche même confirmation d'une commande de longue date d'une dizaine d'hélicoptères de la marine passée à la Grande-Bretagne. Le veto est évidemment plus que problématique.

La première livraison militaire de l'Argentine depuis la guerre des Malouines (proprement de la France. Il s'agit de Super-Standard — des avions de combat de la marine — armés de missiles du type Exocet (A.M. 39). L'Argentine possédait déjà

cinq de ces appareils avant que n'éclate le conflit, et la combinaison Etendard-Exocet lui avait permis de couler un destroyer et un navire de ravitaillement britanniques.

La France a été le premier pays occidental à lever, de mois-ci, son embargo de ventes d'armes à l'Argentine. Celui-ci avait été décidé par tous les pays ouest-européens, et par d'autres, après l'occupation des Falkland, début avril.

L'armée argentine se tourne également vers l'extérieur pour remplacer de gros volumes d'armes et d'équipements perdus pendant sa guerre avec la Grande-Bretagne, notamment quarante-six pièces d'artillerie, plusieurs transports de troupes blindés, des armes de plus petit calibre et des munitions.

La Suisse (pour des batteries de D.C.A. contrôlées au radar), l'Australie (pour l'échec de vingt-cinq chars) sont également sollicitées par l'armée de terre, et la R.F.A. pour des navires (sous-marins, corvettes et frégates).

Une plus grande indépendance

Les chefs militaires argentins cherchent, par ailleurs, à développer davantage l'industrie argentine d'armements afin d'obtenir une plus grande indépendance.

L'Argentine fabrique actuellement le Pucara, un avion qui a été utilisé avec des effets limités aux Falkland, et le char moyen TAM. Mais ces deux projets dépendent beaucoup des pièces et de la technologie étrangères.

Pendant la guerre, les militaires argentins avaient insisté sur le fait qu'ils pourraient se tourner vers Moscou pour obtenir des armes, mais, depuis la fin des hostilités, l'éventualité est devenue moins probable. En raison même de l'anticommunisme des forces armées. La tentation, pourtant, est forte pour l'Argentine de troquer son bled à vendre, en 1981, les trois quarts de ses céréales exportées à la seule Union soviétique, contre des armes : Buenos-Aires, en effet, fait actuellement face, comme d'autres pays latino-américains, à une forte crise de devises.

FRANCOPHONIE

AU CONGRÈS DE BRIVE

M. Charbonnel (R.P.R.) souhaite que les socialistes « mettent en forme la communauté de langue française »

De notre correspondant

Brive. — Il y a deux ans la dixième conférence des Communautés ethniques de langue française, qui regroupent à travers le monde deux cent cinquante mille adhérents francophones, tenait ses assises en Acadie, au Canada. Cette année, c'est la France qui a été choisie, pour la première fois depuis que ce mouvement avait tenu ses premières assises à Genève en 1971 — et singulièrement la ville de Brive, dont le maire R.P.R., M. Charbonnel, ancien ministre du général de Gaulle, a toujours exprimé son attachement à la notion de francophonie. Cette conférence présidée par M. Géraud, magistrat québécois, et réunissant quelque trois cents personnes, a rassemblé en cette fin de semaine en Corrèze ce qu'il est convenu d'appeler la « petite communauté », celle englobant, en dehors de France, les francophones du Canada, du Val-d'Aoste, de Belgique et de Suisse, et non la grande communauté des peuples francophones mais dont le français n'est pas la langue maternelle.

Parmi les thèmes abordés figuraient la solidarité des petites communautés entre elles et les devoirs de la France envers celles-ci. « Soucieux de resserrer des liens quasi charnels, nous avons entrepris, à côté de nos combats respectifs, d'informer de nos situations les milieux politiques français et de défrayer les clichés dont se sont nourries plusieurs générations. Nous les Québécois, les Acadadiens, les Wallons, les Romands, les Juraissiens, les Valdôtins, ne sont pas des étrangers les uns par rapport aux autres, ou par rapport aux Français », a déclaré M. Bégué (Jura suisse), avant de faire écho au discours du ministre français de la culture, M. Lang, en juillet, à Mexico. Le militant jurassien a, en effet, appelé les francophones à « une véritable résistance culturelle, à une croisade contre cet impérialisme financier et intellectuel qui s'approprie les consciences, les modes de pensée, les modes de vivre ».

De son côté, M. Réhaume, prési-

dent du Mouvement national des Québécois, s'en est pris à la loi canadienne de 1982, qui, se-on lui, « nie la caractéristique du Québec, renforce le bilinguisme officiel et ne contient aucune reconnaissance de la spécificité nationale du Québec ». « Trudeau et ses ministres poursuivent une formidable entreprise de démolition de notre identité, de nos moyens économiques, de nos libertés. Il s'agit pour eux de réduire le Québec à l'insignifiance historique, au folklore dont il était en train de sortir depuis vingt ans », a conclu M. Réhaume.

Pour M. Charbonnel, c'est dans le sens de l'unité dans la pluralité que doit être menée l'action francophone. L'ancien ministre a reconnu que « le général de Gaulle, qui a créé les conditions d'une véritable communauté francophone, n'a pas, pour des raisons diverses, été jusqu'au bout de l'entreprise ». « J'aurais souhaité, a poursuivi le maire de Brive, que le général de Gaulle répondît à ce qui avait été demandé à cette époque par le président Bourguiba et le président Senghor, à ce qui a été ensuite demandé par bien d'autres. Ni le général de Gaulle, ni Georges Pompidou, ni M. Giscard d'Estaing n'ont pu mettre en forme cette communauté. N'appartenant pas à la famille politique qui gère aujourd'hui les affaires de la France, je serais le premier très heureux si la nouvelle majorité pouvait le faire ».

« On a beaucoup parlé, a conclu M. Charbonnel, du dialogue Nord-Sud, et moi le dis au chef de l'Etat français, je le dis à toutes les organisations gouvernementales : voilà une possibilité concrète de faire avancer ce dialogue. Il y a des représentants dans ces communautés de souche ou de langue française, des pays ayant des développements différents, eh bien ! pourquoi ne pas organiser le dialogue entre elles plutôt que de se contenter de parler du Nord-Sud ? (...) La francophonie sera communautaire ou ne sera pas ».

(Interim.)

Chine

Bibliographie

Le procès-opéra de Pékin

Quiconque se trouvait à Pékin au moment où Mme Jiang Qing, ses amis de la « bande des quatre » et les anciens associés de Lin Biao comparaisaient devant leurs juges, comprenait parfaitement que cette mise en scène judiciaire était avant tout une opération politique. D'abord parce que les formes juridiques, très approximatives, ne parvenaient pas à cacher qu'on assistait avant tout à un règlement de comptes entre clans. Ensuite parce que les débats du prétoire, la publicité hautement sélective qui leur était donnée, les compléments d'information qui accompagnaient dans la presse le ou tel épisode évoqué à l'audience faisaient visiblement partie de manœuvres beaucoup plus vastes, en partie souterraines, dont l'objectif était ni plus, ni moins de remplacer l'homme que Mao Zedong avait désigné pour lui succéder à la tête du P.C. chinois par un personnage plus entièrement dévoué au véritable numéro un du régime, M. Deng Xiaoping.

C'est autour de cette interprétation qu'est conçu le livre Pékin : un procès peut en cacher un autre, lui donnant un intérêt très supérieur à celui d'un simple compte rendu des audiences qui se sont succédées du 20 novembre 1980 au 25 janvier 1981.

L'excellent contrepoint qui se cache sous le pseudonyme d'Horace Hateman réussit ainsi la synthèse d'un moment de l'histoire politique chinoise, illustrant à la fois l'après-début des luttes qui se poursuivent au sein de cercles dirigeants dont les mœurs se sont moins amendées qu'on l'affirme à Pékin et, jusqu'à un certain point, les enjeux autour desquels ont lieu ces affrontements.

Jusqu'à un certain point seulement car, sous prétexte d'« appeler un chat un chat », Horace Hateman pêche à notre avis par excès de simplification lorsqu'il décide de traduire par « mégalomanie » les termes de « guichistes » et d'« ultra-gauchistes » en usage dans la presse chinoise. Ce qui, bien entendu, aboutit à donner à l'événement la couleur qu'il n'a peut-être pas exactement d'un exercice de démolition

pas tempéré du tout. A cet égard, au reste, la comparaison avec l'expérience de la déstalinisation en U.R.S.S. nous laisse un peu sur notre faim et il reste à démontrer que les successeurs de Mao, quelles que soient leurs prévisions, n'ont pas contribué, comme Nikita Khrouchtchev, à éclaircir la branche sur laquelle ils étaient assis. La crise de confiance dont souffre actuellement le régime incite au moins à se poser la question.

Si ce récit n'est donc pas politiquement neutre, on doit lui reconnaître sur d'autres plans un souci d'honnêteté qui lui donne valeur de document. Honnêteté dans l'usage des sources, assez clairement identifiées en général pour que le lecteur puisse en apprécier la valeur. Honnêteté également dans l'information. Il faut même un certain mérite, par exemple, compte tenu de ce qui a été écrit d'autre part au sujet des incidents du 5 avril 1976 sur la place Tian-An-Men, pour citer le témoignage des journalistes et des diplo-

mates étrangers qui assistèrent à l'événement et affirmer ne pas avoir vu, ce jour-là, « de violences susceptibles de faire un grand nombre de morts ».

Reste la reconstitution d'un opéra en forme de procès — ou inversement, comme on voudra — dans lequel le grand premier rôle revient à Mme Jiang Qing, personnage indomptable, qui n'a plus rien à perdre et donne fréquemment l'impression de bousculer la scénariste qu'elle est chargée d'interpréter. N'est-ce qu'une impression, comme le suggère l'auteur, et ses incertitudes sont-elles voulues, délibérément provoquées par le metteur en scène de ce spectacle, M. Deng Xiaoping ? Du moins nous est-il rappelé que ce dernier, d'un bout à l'autre de la représentation, est resté le seul et véritable maître de son découpage et de son montage. — A. J.

★ « Pékin : un procès peut en cacher un autre », par Horace Hateman. Christian Bourgois éditeur. 320 pages, 100 F.

Afghanistan

KABOUL AUTORISE LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE A VISITER DES PRISONNIERS

De notre correspondante

Genève. — La délégation du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) à Kaboul a reçu l'autorisation du gouvernement de la République démocratique de l'Afghanistan de rendre visite aux prisonniers et d'entreprendre une action d'assistance humanitaire, a annoncé à Genève, le vendredi 27 août, le C.I.C.R.

Mardi dernier, les délégués du C.I.C.R. ont commencé la « visite » du lieu de détention de Pouli Charki, à Kaboul, indique le communiqué, qui ajoute que, conformément aux conventions de Genève, les délégués, parmi lesquels se trouve un médecin, peuvent s'entretenir librement et sans témoin avec les prisonniers qu'ils rencontrent.

D'autre part, la délégation du C.I.C.R. s'est rendue les 16 et

17 août dans trois hôpitaux de Kaboul, et visitera d'autres établissements hospitaliers dans cette ville. La délégation, composée de quatre personnes, est arrivée le 14 août à Kaboul. — I. V.

Dans les six mois qui suivront l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les délégués du C.I.C.R. avaient pu rendre visite à plusieurs centaines de prisonniers. En juin 1980, toutefois, leurs visas n'avaient pas été renouvelés par les autorités afghanes et le C.I.C.R. avait dû fermer son bureau à Kaboul. On pense que le changement d'attitude du gouvernement de Kaboul fait suite à l'aide fournie par la Croix-Rouge internationale pour l'évacuation et l'internement en Suisse de soldats soviétiques détenus par les moudjahidins afghans.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Pretoria reconnaît que les trois soldats blancs tués au Zimbabwe appartenaient à ses forces

Les incidents se multiplient, ces derniers temps, entre la République sud-africaine et ses voisins. Pretoria a reconnu, vendredi 27 août, que les trois soldats blancs tués il y a quelques jours au Zimbabwe (le Monde) du 25 août) étaient des soldats sud-africains, « officiellement en mission non autorisée » dans ce pays, selon le général Viljoen, commandant en chef de l'armée sud-africaine. D'autre part, les milices de Beira, deuxième ville du Mozambique, ont reçu leurs premières armes pour faire face à la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), mouvement rebelle qui agit, selon Maputo, de l'apartheid à l'Afrique du Sud.

Le général Viljoen, les trois soldats tués au Zimbabwe avaient monté une opération de commando pour « libérer des prisonniers politiques détenus dans un camp situé dans le sud du pays » sur l'existence duquel l'Afrique du Sud dit n'avoir aucune information. Il s'agit de Rhodésiens d'origine. Le gouvernement zimbabwéen affirme, pour sa part, que les trois soldats étaient des conseillers de la R.N.M. Ils étaient accompagnés de quatre Noirs, tous anciens

membres des forces rhodésiennes. Malgré les démentis sud-africains, Maputo continue d'accuser Pretoria d'appuyer la R.N.M. Le week-end du 22 août, à Namachia, localité mozambicaine frontalière de l'Afrique du Sud, l'attaque d'un commando a fait trois tués et trois disparus. La presse de Maputo affirme que l'opération était dirigée par quatre blancs, et que le commando de quarante hommes, armés de fusils et silencieux, avait été déposé de nuit et recueilli par des hélicoptères.

En ce qui concerne le règlement du conflit namibien, en revanche, les Etats-Unis ont fait état vendredi de « progrès considérables » dans les négociations. Un porte-parole du département d'Etat à Washington a ajouté que les discussions entre son gouvernement et celui de Luanda — « très utiles » jusqu'ici — reprendraient « prochainement » à Luanda. L'agence anglaise de presse A.N.G.O.P. rapporte cependant, vendredi que M. Paulo Jorge, ministre angolais des Affaires étrangères, a accusé les pays occidentaux de retarder l'indépendance de la Namibie. — (A.F.P., Reuter).

Le Monde

politique

LA MULTIPLICATION DES ATTENTATS ANTI-MAGHRÉBINS EN CORSE

La violence au secours du racisme ?

De notre envoyée spéciale

La multiplication des attentats anti-Maghrébins en Corse, dirigés contre des immigrés d'Afrique du Nord, inquiète et perturbe. Les partis politiques condamnent cette violence, de même que les indépendantistes du F.I.N.C. qui parlent de « provocations ». Actes isolés ou opération concertée de déstabilisation ? Manifestations de racisme ou délits de droit commun ? Les avis divergent.

Assoc. — L'arrivée massive des Marocains date de l'installation sur l'île des rapatriés d'Algérie, en introduisant la grande violence, les vols, les attentats, les coups de main-d'œuvre peu qualifiés avec lesquels ils avaient l'habitude de travailler. La politique économique, en privilégiant le tourisme, a été la cause : une bonne part des emplois créés est revenue aux immigrés, notamment maghrébins. La fonctionnement de l'économie touristique (personnel d'entretien) a permis l'embauche de travailleurs sans qualification.

La Corse a besoin de cet apport de main-d'œuvre. En a-t-elle encore besoin ? Oui, répondent élus, pouvoirs publics et population.

Ancien directeur du travail et de la main-d'œuvre, M. Jean-Pierre, du conseil général de la Corse-du-Sud, avait répondu, il y a quelques années, à des interlocuteurs qui s'inquiétaient de ces châtiments constatés parmi les immigrés et qui s'interrogeaient sur la nécessité

raciale, sur la côte orientale, sont la conséquence d'une montée de la tension entre les deux communautés ? Pour M. Marcel Pucillo, responsable de l'Office national d'immigration, il ne faut pas voir là de racisme. Il s'agit — et il n'est pas le seul de ces avis de règlement de comptes de « vendetta » traditionnelle ou d'actes de racketteurs qui, sous couvert de xénophobie, profitent du moment pour « aller chercher la monnaie ». Pour Mlle Angèle Passarella, « les attentats provoqués par le racisme, ils n'en sont pas le résultat ».

Pour cette responsable du M.R.A.P., comme pour M. Antoine Polletti (P.C.F.), les droits reconnus aux immigrés depuis le 11 mai expliquent la dégradation du climat. En voyant leur situation se régulariser, les travailleurs immigrés se sentent en position d'avoir à leur tour le respect de leurs droits. M. Polletti considère que les Maghrébins hésitent moins à se montrer : n'ont-ils pas, pour la première fois, manifesté à Bastia au grand jour (le Monde du 20 août) ?

Ce changement de comportement, pour irritant qu'il puisse paraître à certaines catégories de la population, reste cependant limité. Si racisme il y a, il ne date pas de l'arrivée de la gauche au pouvoir et des mesures qu'elle a prises. C'est M. Polletti qui rappelle que les Corse, nombreux à être partis aux colonies et à en être revenus, n'ont pas perdu l'esprit de revanche.

Considérons que les incidents de ces trois derniers mois se concentrent, non sur la plaine orientale où les Maghrébins sont nombreux, mais dans les deux principaux centres urbains. En zone rurale, ils ont tout un emploi. Leurs conditions de vie ne sont pas vraiment meilleures que dans les villes, mais leur travail est régulier. L'inactivité, lorsqu'elle touche les Maghrébins, est, comme ailleurs, mal perçue par la population. Le slogan « il y en a trop » se trouve vite démenté : « si on ne les voyait pas aux terrasses de cafés, aux heures de travail », assure ce commerçant d'Ajaccio. Le chômage est limité aux quelques quatre-vingt-deux demandeurs d'emploi enregistrés en juillet, six cent trente-quatre (dont trois cent quarante-sept Maghrébins) en août. L'immigration, explique M. Cesar, qui les Maghrébins travaillent dans des conditions normales, humaines, qui se trouvent vite démenties par la couverture sociale : « Les autres, ajoute-t-il, font les travaux par la peau du cou et les renvoyent à l'usine ». Pour le président du conseil général, « il ne faut pas les laisser s'installer dans certaines professions (prostitution, trafic de drogues, etc.) : les Corse ont suffisamment fait dans ces domaines... », note-t-il. Les Marocains eux-mêmes originaires de la province de Casablanca, d'éléments troubles ne donne prétexte à certaines initiatives violentes et racistes.

Des postes-frontière

L'arrêt de l'immigration clandestine, de la violence, de la déviance que par l'opposition. Vendition inutile si l'on ne prend pas certaines mesures : la solution passe-t-elle par l'établissement d'un contrôle à l'entrée de l'île pour prévenir le « flux » qui vient du continent ? Le commissaire de la République pour la Corse, M. de Larosière, considère : « Il n'y a pas de contrôle des frontières, ni des marchandises ni des hommes. » La Corse est une « passerelle », assure le fonctionnaire, qui juge qu'« à situation spécifique, correspondent des mesures particulières ».

Cependant, comme d'habitude, qu'il la mairie d'Ajaccio ou celle de Bastia, l'immigration est le plus attentif. Le second est de la gauche au pouvoir, coïncide avec la convalescence de l'U.D.F., aux côtés d'un R.P.R. dynamisé par l'opposition (le Monde du 28 août).

L'Union pour la démocratie française a perdu le 10 mai son chef. Elle n'était plus le parti du président. Et Giscard, battu, a été renvoyé dans les deux jours par les siens : le 13 mai, le groupe parlementaire U.D.F. rejetait la stratégie de la revanche sur Chirac présentée par Giscard. L'Union sacrée de la droite contre la gauche des premiers tour des législatives de juin, renvoyait le président élu à Chirac, avec des mots si durs qu'André Diligent, dans le bulletin hebdomadaire du C.D.S., s'indignait que « petits marquis et démagogues qui orchestrent dans la soupe avant même qu'elle soit refroidie ».

La dédicte a mis à nu la fragilité de l'U.D.F. Il avait fallu attendre les élections de mars 1978 pour que se forme ce front anti-R.P.R. Un rassemblement tactique, utile mais idéologiquement hétéroclite, puis le groupe pour l'essentiel le Parti radical, — le C.D.S. — de sensibilité démocrate-chrétienne, — et le

rente-sept Italiens, douze Marocains, cinq Espagnols et deux Algériens. Il pourrait également évaluer au nombre de mariages mixtes : environ 7 %, dont plus de la moitié entre Français et Italiens. Il est vrai que la structure familiale corse ne les favorise pas. Mais les enfants maghrébins s'intègrent mieux que leurs parents : ils apprennent souvent à parler le corse plus vite que la français. M. Jean-Pierre, président de l'association culturelle et sportive du quartier des Salines à Ajaccio et responsable du service des étrangers à la préfecture, évoque volontiers ces « jeunes Marocains plus Corse que les Corse ».

Il n'empêche que les difficultés pour ces immigrés de la deuxième génération vont rapidement apparaître. « Ne pas en faire des déviances et des chômeurs », tel est le souhait de M. Jean-Pierre, le maire (modéré) de Propriété, réclame pour eux l'organisation de stages d'insertion professionnelle de leur sortie de l'école. La commune de Propriété fait figure d'exception en Corse : elle est la seule à disposer d'un foyer hôtel Sonacotra. Ouvert en 1979, financé pour 12 % par le budget municipal, ses capacités d'hébergement (quatre vingt dix-sept lits) sont insuffisantes. Son agrandissement va être demandé.

La peur et le ghetto

Peu a été fait en Corse en faveur du logement social ; rien ou presque n'a été prévu pour les immigrés. Résultats : ce sont les immeubles les plus insalubres qui viennent habiter les Maghrébins. Ni les conditions d'hygiène, ni celles de sécurité ne sont respectées à Bastia, dans le quartier de la Citadelle, certains pâtés de maisons sont en train de devenir de véritables ghettos maghrébins. A Ajaccio, plusieurs immeubles de la rue Fesch, le plus vieilles

La faute de l'État

De notre correspondant

Bastia. — Une véritable crise du logement touche à Bastia comme dans la plupart des centres urbains de l'île toutes les catégories sociales. Concernant les immigrés, M. Zucarelli s'exprime ainsi : « n'est pas à la municipalité de loger ces gens-là, étant donné le fait que nous avons pour loger les indigènes... ». Il y a, ajoute le député et maire radical de gauche de Bastia, une question qui concerne l'État : qui doit décharger les moyens financiers nécessaires à la réalisation de logements sociaux ? M. Zucarelli s'apprête à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale, à l'attention de M. Auriant, secrétaire d'État aux immigrés, une question écrite sur les « dispositions urgentes » que le gouvernement envisage de prendre concernant le logement des immigrés en Corse. Cette démarche n'est pas tout à fait du goût de M. Miquon, commissaire de la

arrête de la ville, ont été investies par des Marocains. Dans cette ville comme à Bastia, la municipalité met en avant les difficultés générales de logement : pour les Maghrébins comme pour les Corse.

La Corse n'a pas les moyens d'entretenir une si forte population étrangère. M. Fabiani constate d'ailleurs l'absence d'un « reflux » des Maghrébins, qui explique que la situation de chômage au M.R.A.P. ou, peut-être, plus volontiers le départ de certains sur le compte de la peur. « Des immigrés sont partis en vacances chez eux sans l'espérer de ne pas revenir », assure un employé d'une agence de voyages.

La peur ? La population insulaire les rumeurs y contribue — on s'est agité par une communauté qu'elle juge parfois envahissante. Les Maghrébins ne se sentent pas plus en sécurité. M. Corbellini reconnaît que les balayeurs et les éboueurs ne revêtent pas les chaussures réglementaires, portent des bandes réfléchissantes « ils n'ont pas envie, la nuit, de devenir des objets vivants ».

Depuis quelques jours, la violence antimaghrébine semble marquer le pas. A Bastia, les enquêtes sont permises que les vingt-quatre attentats recensés sont le fait d'une dizaine de personnes, en majorité des jeunes ouïes n'ayant pas d'appartenance politique. A Ajaccio, le calme semble aussi être revenu. Pour comble de temps ? Jusqu'à présent, on a hésité à voir dans cette série d'attentats une opération concertée de déstabilisation. Il n'empêche que sur un terrain aussi objectivement favorable, la crainte est grande d'une provocation. Que ce soit face aux représentants du F.I.N.C. ou aux agressions racistes, la nouvelle assemblée de Corse va devoir montrer sa capacité à assainir le climat, à créer toutes les conditions d'existence de la « paix civile ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

Le gouvernement va dans la mauvaise direction selon le sondage Sofres-« le Nouvel Observateur »

Le Nouvel Observateur publie samedi 28 août un sondage réalisé par la Sofres entre les 11 et 18 août dernier, auprès d'un échantillon de mille personnes représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus. Selon cette enquête, 51 % des personnes interrogées pensent que la politique économique de la gauche « va plutôt dans la mauvaise direction » ; 33 % estiment au contraire qu'elle « va plutôt dans la bonne direction ». 51 % considèrent que le « gouvernement dans son ensemble » est responsable des erreurs commises depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Lequel gouvernement est couronné (32 %) par les préoccupations des gens (39 %), mais aussi incohérent (35 %), manquant de rigueur (38 %), incapable au jour le jour (37 %). — une majorité juge que c'est « avant tout l'aggravation de la crise économique internationale » qui a conduit le pouvoir à modifier sa politique économique et sociale : 54 % sont de cet avis contre 30 %.

entre les différentes catégories de Français (contre 30 %). Les professions libérales (32 %), les chefs d'entreprise (30 %) et les cadres (30 %) viennent en tête des catégories qui « devraient accepter des sacrifices supplémentaires ».

« S'agissant de la lutte contre l'inflation, 32 % des personnes interrogées estiment que le blocage des prix est « assez mal » ou « très mal » respecté, tandis que 71 % des personnes interrogées pensent qu'à la sortie du blocage « les choses s'amélioreront mal » avec une forte reprise de l'inflation.

La question « pousse-t-on à la réforme » est tranchée par une majorité de 53 % favorables à la réforme, 33 % souhaitant que le pouvoir « aille plus loin dans la politique de changements et de réformes ». La ventilation des votes à cette question établit que la poursuite des réformes est souhaitée par 72 % des sympathisants communistes et 63 % des sympathisants socialistes.

Enfin, 49 % des Français pensent qu'il y aura, avant la fin de la législature, en 1986, « une crise politique avec des élections législatives anticipées », 37 % affirmant au contraire que les députés pourront aller au bout de leur mandat.

La vraie menace

(Suite de la première page.)

Or celle-ci est allée au-delà des souhaits de l'opposition : elle devrait donc infléchir les courbes de popularité dans un sens plus favorable au pouvoir. Mais il n'empêche que leur confiance ne saurait suffire, à lui seul, à inverser ces courbes. D'autres éléments peuvent y contribuer : sur la scène antiraciste, le pouvoir ne saurait être, avec son engagement, l'échec d'une manifestation de solidarité à son égard, comme en témoignent les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, ministre de l'Intérieur, qui a gardé contre toute tentative d'exploitation politique de l'attentat de la rue des Roisiers. De la même façon, et dans un tout autre domaine, le dispositif de réorganisation de l'économie vers l'appel productif, mis au point par M. Jacques Delors, a été favorablement accueilli, non seulement par les milieux financiers, mais aussi par certains représentants de l'opposition tel M. Jean-Pierre Fourcade — « l'ensemble des mesures ne dans le bon sens », a déclaré au Monde le sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine — ou M. Alain Juppé, conseiller économique de M. Jacques Chirac.

l'opposition ; même si le fait que 68 % des personnes interrogées estiment que l'Assemblée nationale élue en juin 1981 n'a pas au bout de son mandat peut encourager les responsables les plus radicaux de cette opposition à pousser plus loin leur confiance dans la légitimité du pouvoir, rien n'indique que la défiance, à l'égard de la gauche profane aujourd'hui à la droite.

Le danger immédiat réside plutôt dans le fait qu'une majorité refusa désormais les réformes, et qu'à l'intérieur de celle-ci (53 %) se trouvant 99 % de sympathisants socialistes. En outre, 38 % des sympathisants communistes et 21 % des sympathisants socialistes se rangent parmi ceux qui jugent que le pouvoir va « dans la mauvaise direction ». Ces pourcentages sont respectivement de 38 % et de 33 % pour juger que le gouvernement « agit au jour le jour, sans bien savoir où il va ». Le chef de l'État a toujours tenu sur la réserve à l'égard de la gauche : il ne devrait prendre garde aux menaces d'effacement qui pèsent sur celui-ci.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le deuxième été du septennat

II. — Les vertus curatives de l'opposition

par JEAN CHARLOT (*)

Avec la chute de Giscard et la perte des législatives, en mai-juin 1981, la majorité d'alors devenant l'opposition. Le parti radical, après une défaite présidentielle de 1974, n'avait pas mis six mois pour se reprendre, mais il avait su trouver un chef en Jacques Chirac et il n'était fondé que sur une seule idéologie, le gaullisme. L'U.D.F., un chef déchu, mais toujours présent. Et deux de ses composantes, le C.D.S. et le parti radical — aspirant à retrouver la plus grande autonomie politique possible, qu'il s'agisse de rallier ou de rompre avec l'Union.

Il reste que l'U.D.F. menacée d'effacement, l'été dernier, a été maintenue dans la Ville de Paris et l'opposition n'a fait que précipiter et renforcer un rapprochement déjà amorcé.

ou radicaux, et de l'appareil U.D.F. Les forces des choses s'est imposées aux hommes et aux groupes. L'U.D.F. ne pouvait disparaître des lieux que la concurrence R.P.R. demandait et que tout renouveau d'unité était exclu côté socialiste. L'unité d'action avec le R.P.R. était inévitable, parce que payante, face au pouvoir tel qu'il se présente et à la volonté d'union de l'électorat de droite. Giscard téléphonant à Chirac, le 18 décembre 1981, pour « jeter la racine à la rivière », c'est la manifestation anecdotique de ces contraintes politiques. Le camp de Gaston Defferre et de l'opposition n'a fait que précipiter et renforcer un rapprochement déjà amorcé.

Bien dans sa peau...

Le Rassemblement pour la République est, de toute évidence, plus à l'aise dans l'opposition que dans le pouvoir. Il est vrai que dans l'opposition il se trouve depuis mai-juin 1981 que dans la semi-opposition ou la rupture avec Giscard l'opposition a pu jouer le rôle du plus unitaire, du plus combattif, bref du plus légitime à droite. C'est aujourd'hui que son chef, qui convertit les regards et les espoirs d'une large partie de l'opposition, bref, le mouvement gaulliste est bien dans sa peau. N'a-t-il pas surmonté toutes les épreuves que le destin a semées sur son chemin : la succession et la mort de son fondateur, avec Georges

Pompidou ; la perte de l'Élysée, de Matignon, de tout pouvoir national enfin, avec Jacques Chirac ? La défaite présidentielle fort honorable de Chirac — 18 % des suffrages face au président sortant, au lieu des 14,5 % de Chaban en 1974 et des 11-12 % que lui promettaient les experts fin 1980 — a ressuscité l'unité du parti. Finie la perspective de scission évoquée par Debré ; oubliées les querelles avec les gaullistes-giscardiens (Peyrefitte) ou les barons (Giscard). Le R.P.R. a perdu moins de députés et moins de voix que l'U.D.F. dans la débâcle électorale de l'été dernier. Son appareil est plus puissant, plus complet, mieux mobilisé.

Il a cependant, ses points faibles pour le rôle de reconquête politique qu'il s'est fixée. Outre les griefs accumulés du côté giscardien ou n'en parle plus, on y pense toujours, — son image déformée peut le handicaper dans l'électorat. Ses alliés, craints de droite et adversaires de gauche s'emploient activement à la confondre. Il est vrai que l'hypothèse d'un échec dramatique du pouvoir, l'image de la plus grande défaite peut être évitée. Mais le bas gaullisme, accusé du gaullisme chiraquiste, est bien étroit. Son programme aux accents républicains parle davantage aux élites et aux travailleurs indépendants qu'aux gens battus de l'opposition. Bref, le mouvement gaulliste est bien dans sa peau. N'a-t-il pas surmonté toutes les épreuves que le destin a semées sur son chemin : la succession et la mort de son fondateur, avec Georges

(*) Professeur à l'I.E.P. de Paris.

Handwritten text in a box: "Handwritten signature or note in Arabic script."

Le Monde

société

ÉDUCATION

Les carrières universitaires

Les quatre décrets instituant, à titre provisoire, un nouveau mode de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur (le Monde - des 5 et 27 août) ont suscité des réactions hostiles de la part de certains universitaires et syndicats d'ensei-

gnants (le Monde - du 17 août). D'autres, sont moins critiques sur la démarche du ministre de l'Éducation nationale.

Nous publions ci-dessous la position du SNE-Sup.

LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPÉRIEUR PROVISOIRE DES UNIVERSITÉS

Le Journal officiel du 28 août publie un arrêté du ministre de l'Éducation nationale définissant la composition du Conseil supérieur provisoire des universités (C.S.P.U.), qui succède à l'ancien conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.), supprimé en janvier dernier. La création du C.S.P.U. correspond à l'instauration d'un nouveau mode de recrutement et de promotion des enseignants du supérieur (le Monde - du 5 et 27 août).

Le C.S.P.U. comprendra douze groupes de section, correspondant à des regroupements de disciplines et rassemblant au total

quarante-neuf sections, parfois partagées en sous-sections. L'arrêté précise la composition de ces sections établies par spécialités, qui regroupent des professeurs des universités, des maîtres-assistants des universités et des chercheurs assimilés de rang égal, nommés par le ministre pour un quart de l'entre eux, désignés par voie de tirage au sort parmi leurs pairs pour les trois quarts restants.

Ces dispositions sont provisoires pour l'année universitaire 1982-1983, une nouvelle orientation de l'enseignement supérieur devant être élaborée pour la rentrée 1983.

VIVE LE TIRAGE AU SORT !

M. Jacques Branchaud, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, propose de jouer le jeu :

Il doit y avoir quelques universitaires qui ne sont pas très enthousiasmés par l'ancien conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.), d'essayer un nouveau système, qui a au moins le mérite d'être vierge et de remettre à un certain nombre de déficients communs à tous les systèmes employés jusqu'à présent pour régler un problème épineux. Le tirage au sort, renouvelé, des C.S.C.U. comme le jeu de loto, serait-il proposé par Pierre Vidal-Naquet dans un article retentissant de Libération, voici quelques temps ; je ne pense pas que l'on puisse s'attendre à des convictions démocratiques. Je ne m'attendais pas que le ministre reprenne cette suggestion ; mais, puisqu'il l'a fait, il convient de rappeler que ce tirage au sort doit être effectué, si j'ai bien compris, parmi ceux qui auront été élus à la base par leurs collègues pour la liste des candidats à l'université ; ceux-ci sauront donc, en votant, qu'ils désignent en même temps de possibles représentants au C.S.P.U. (Conseil supérieur provisoire des universités).

A qui la faute, si ce procédé s'impose pour casser les écoles, les camarillas, les groupes de pression, les associations d'enseignants ou politiques, les manœuvres maffieuses, qui ont si souvent faussé le jeu démocratique, bafoué l'objectivité, le plus élémentaire, et abouti à des résultats ridicules et parfois odieux ? Les universitaires français, ou tant d'autres méritent-ils pas d'être traités avec la même rigueur que les divers régimes de ces dernières années. Il faut le dire, et n'importe quel étudiant vous le dirait si on lui demandait son avis. Alors, pourquoi jouer les vertus outragées ? Pourquoi ne pas tenter, honnêtement si possible, du jeu au jeu, au moins, et qui n'est pas plus bête qu'un autre ?

De son côté, M. Claude Cymerman, professeur à l'université de Haute-Normandie (Rouen), accepte les règles proposées par le ministre.

Je ne suis pas d'accord avec les réactions résolument hostiles de certains de mes collègues aux mesures décrétées le 4 août der-

SCIENCES

L'ÉQUIPAGE DE SOYOZ-7 EST REVENU SUR TERRE

Moscou (A.F.P., Tass, U.P.I.). — Les trois cosmonautes soviétiques, Svetlana Savitskaya, Leonid Popov et Alexandre Serebrov, sont revenus sur terre à bord du vaisseau spatial Soyuz-7, le vendredi 27 août, à 19 h 4 (heure de Moscou), soit 17 h 4, à heure de Paris). Leur atterrissage a eu lieu dans le centre du Kazakhstan, à 70 kilomètres au nord-est de la ville d'Astana.

Ils étaient partis le 19 août dernier, à 21 h 12 (heure de Moscou), à bord du vaisseau spatial Soyuz-7, Svetlana Savitskaya des deux restés presque huit jours dans l'espace, alors qu'avait elle le vol de Valentina Terechkova, l'autre femme cosmonaute, d'avant que trois jours à peine.

Les trois passagers de Soyuz-7 ont rejoint Anatoly Bereznev et Valentin Lebedev, qui occupent la station Soyuz-6 depuis le 14 mai. Après une semaine passée en compagnie de leurs deux collègues, Svetlana Savitskaya, Leonid Popov et Alexandre Serebrov ont pris place, pour leur retour, dans le « vieux » vaisseau Soyuz-5 et ont ainsi rejoint Anatoly Bereznev et Valentin Lebedev le vaisseau « tout neuf » Soyuz-7.

FAITS ET JUGEMENTS

Aggression contre des C.R.S. Deux cadres écorchés dans les Alpes-Maritimes après un accident de travail

Quatre C.R.S. et trois marchands ambulants d'origine africaine ont été blessés à Biot (Alpes-Maritimes), vendredi 27 août, à la suite d'un contrôle d'identité. Une patrouille de quatre C.R.S. avait entrepris, à Antibes, de contrôler les papiers d'un groupe d'une quarantaine de marchands de limoncelle lorsque ceux-ci s'y opposèrent fermement, brisant une vitre du car de police et protestant sur les C.R.S. le pas de petits alcoolisés de défense. Les gardiens retournèrent leur chemin, puis, avec le secours de trois autres collègues, ils retrouvèrent leurs agresseurs à la gare de Biot. Accablés par des jets de pierres, les C.R.S. ont appréhendé huit personnes. Quatre C.R.S. et trois Africains ont été blessés au cours de l'échauffourée.

Judi 26 août, c'est un autre C.R.S. qui avait été blessé dans l'après-midi, sur une place cannoise, par un voleur à l'arrache qui l'avait poursuivi. Le malheureux ainsi que ses deux complices ont été arrêtés. Cette agression a suscité une vive protestation de la Fédération autonome des syndicats de police, qui a dénoncé la réaction violente et négative d'une frange de policiers, présents lors de l'agression dont a été victime Richard Arjona, ayant pris pour cible les forces de police dans l'accomplissement de leur mission. L'état du blessé n'inspire pas d'inquiétude.

Quatre attentats à l'explosif en Guadeloupe

Quatre attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 août à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Ces attentats, qui n'étaient toujours pas revendiqués samedi matin, ont visé le siège du centre régional du patronat de la Guadeloupe, les bureaux de la délégation départementale du temps libre, une villa dans l'enceinte du camp militaire Dogmoum et les bureaux d'une entreprise de matériel électromécanique, provoquant à chaque fois d'importantes dégâts matériels.

Un incendie criminel a également endommagé trois véhicules blindés qui étaient garés dans la cour de la caserne de gendarmerie de Petit-Péron, dans la localité des Aymes.

Deux cadres de l'entreprise propriétaire d'un échafaudage qui s'était effondré, lundi 8 août, devant l'immeuble de Radio Monte-Carlo, à Monaco, causant la mort de deux ouvriers, ont été inculpés d'homicide involontaire et inculpation à la négligence grave sur l'hygiène et la sécurité du travail, et écorchés. Il est reproché, selon le parquet du tribunal de Monaco, à MM. Pierre Bouché, quarante-trois ans, chef de l'agence régionale de l'entreprise Entrepose, et Gilbert Redier, vingt-huit ans, dessinateur, d'avoir commis une erreur de conception et de ne pas avoir suffisamment surveillé l'exécution des travaux.

M. Alain Ribba, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste), a dénoncé, jeudi 26 août, « la mesure extrêmement grave pas le gouvernement est en train de prendre sous couvert de la lutte antiterroriste ». Selon la L.C.R., « le renforcement considérable de l'appareil policier, la mise en activité d'un fichier central informant la promotion de policiers — dont certains, comme Broussard, ont un passé inquiétant — l'identification d'une multitude de personnes appartenant à la L.C.R., sont des mesures qui, à terme, peuvent se retourner contre le mouvement ouvrier ».

(1) Cette manifestation, organisée notamment par la L.C.R., avait été interdite par la préfecture de police de Paris (le Monde du 19 août).

La manifestation organisée par le Front national (extrême droite) « contre le terrorisme qui menace la vie civile et l'indépendance du territoire national », s'est déroulée sans incident, jeudi 26 août à Paris. Plusieurs centaines de personnes y ont participé. Parmi les drapeaux tricolores, les manifestants ont arboré des drapeaux tels que : « Vive la police, ou au terrorisme », « O.L.P. (Organisation pour la libération de la Palestine) assassine », et « Indivisibilité de la France ». La manifestation s'est terminée devant les locaux de l'hebdomadaire Minute qui a été la cible d'un attentat samedi 21 août. Le Parti des forces nouvelles, qualifié par le porte-parole du Front national de « groupuscule menaçant pour la France », avait déclaré qu'il ne participait pas à la manifestation « en raison de menaces sérieuses d'attentes ».

RÉGIONS

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

LES FÊTES SOLAIRES DE VEYNES (Hautes-Alpes)

L'écologie avec les vertus de l'économie

Entre France et Corée du Nord, les Sixième Fêtes solaires de Vernes vont-elles jouer un rôle analogue à celui d'un certain tournant de ping-pong entre États-Unis et Chine ? On en parle dans cette petite ville des Hautes-Alpes qui ne doute de rien et s'est déjà créée, par ses réalisations, une réputation quasi mondiale de cité solaire (le Monde-Dimanche - du 1^{er} mars 1981).

La mission commerciale de Corée du Nord.

Avec M. Wen Longsheng, de l'ambassade de Chine, on pouvait penser de la production (décentralisée) de méthane à partir des déchets ménagers et agricoles dans un pays dont la population compte quelque huit cent millions de ruraux. Sources d'indépendance — et de survie — pour le tiers-monde, les premières réalisations solaires, directes et indirectes, dans ces pays démunis, étaient passées en revue par M. Christian Vinage de l'université de Paris-XII. Plus loin que décentralisation et indépendance, les nouvelles « communautés autonomes » des États-Unis, présentées par l'architecte spécialiste Harrison, développent une contestation « tranquille » sur la base de solides coopératives, qui constituent autant d'îlots de résistance exemplaire au « système ». Universitaire autrichien, M. Helmut Stockinger illustre les actions pratiques des militants écologistes « pour un Salbourg solaire » dans une Autriche où la consommation d'énergie a diminué de plus de 10 % en deux ans. M. Gérard Blanc, de l'O.C.D.E., domine une image — peut-être un peu idéalisée — mais très séduisante des « villes écologiques » d'une Californie où dix mille chaufferies solaires fonctionnent, avant la découverte des champs de pétrole. Indépendance — énergétique, financière, politique — pour un foyer destiné aux « enfants perdus » de Lomé, présenté par l'un de ses créateurs, M. Denis Chamoin.

Certes, comme le veut la loi du genre, on a cent fois défaut et refait le monde au cours des discussions, qui se sont poursuivies du 15 au 18 août, mais il faut reconnaître à l'Association so-

— dont le gouvernement n'est toujours pas reconnu par la France — répondant à la première invitation officielle en participant à une exposition internationale et à un colloque intitulé : « Vers un urbanisme écologique » à travers le monde. L'exposé de son représentant, M. Tchou Ejin Sol, approuvé notamment par la ville de Prong-Yang, détruite par les bombardements, a été reconstruite pour offrir 48 mètres carrés d'espaces verts par habitant au lieu de 8 à Paris.

Correspondance

laire de Vernes une rare capacité à braver dans le conseil les enseignements et les intentions proclamées dans ses rencontres.

Les cinq précédentes Fêtes solaires ont chaque fois engendré quelques-unes des dix cent quatre réalisations de la ville, depuis la création de l'usine à capteurs jusqu'aux maisons bioclimatiques primées aux concours locaux et nationaux en passant par l'ensemble piscine-chauffage du collège, serre horticoles, installations hôtelières et de camping, cabinet d'architecture spécialisé, laboratoire de recherche, groupement d'entreprises du bâtiment permettant d'élimer pratiquement le « surcoût solaire », etc. (On a même vu, dans un témoignage du succès, l'apparition d'associations concurrentes, ou parasites, ainsi que des manifestations d'intérêt très privées autour de l'usine de capteurs, qui tendent à constituer en coopération.)

Cette année encore, la fête a lancé un nouveau projet, qui a déjà reçu l'avis favorable de la C.E.E., l'appui du Comité solaire départemental et l'approbation du directeur de l'Agence française pour la maîtrise des énergies, M. Michel Roland, venu à Vernes pour la circonstance (1). Une zone artisanale et industrielle d'une surface de 18 hectares va être ouverte sur un terrain sans utilisation agricole possible. Lumière, chaleur, énergie seront fournis aux entreprises par un double système original utilisant complètement le solaire et la combustion des ordures ménagères de huit communes au plus des

déchets d'une activité toute proche. Les effets seront multiples : diminution de la pollution par les ordures actuellement incinérées, l'air libre, production d'énergie pour les résidents, production d'énergie « indépendante » et à faible coût, création d'emplois.

Dès maintenant, diverses entreprises agro-alimentaires ont manifesté leur intention de s'installer sur la nouvelle zone, en raison du réseau-chaleur, dit « basse température », notamment mis à leur disposition : un maraîcher, un champignonnière, un éleveur de lapins qui a besoin de 16 degrés et un éleveur d'escargots, qui réclament 20 degrés. Des entreprises plus importantes s'intéressent à l'énergie fournie, et à son prix. « Le solaire est créateur d'emplois », rappelle-t-on à Vernes, aux Septèmes, pour de nouvelles créations « la ville solaire ».

JEAN RAMBAUD.

(1) Pour toutes précisions sur les diverses interventions et la « zone industrielle écologique », l'Association d'étude pour l'énergie solaire, 3040 de Vernes (05400).

« l'encouragement des cultures marines ». — Les pouvoirs publics viennent de fixer le nouveau régime des aides accordées par l'État pour les investissements dans les cultures marines, dans une loi qui sera prochainement publiée au Journal officiel. L'État s'agré d'encourager les entreprises familiales et artisanales pratiquant la conchyliculture (huîtres, moules...) et les autres cultures marines. Des aides en capital et des prêts à taux réduits sont accordés.

(*) Secrétaire général du SNE-Sup. (Syndicat national de l'enseignement supérieur).

LE M'ZAB D'ANDRÉ RAVEREAU

La chasse au lion

Veille de Biennale

LES 400 RUGISSANTS

JEAN-CLAUDE BOUILLON JEAN-CLAUDE BOUILLON JEAN-CLAUDE BOUILLON

GAUMONT

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Ambassadeur (P) (359-19-08).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavé, 15° (554-48-67).

L'ARMÉE QUINTELLA (A., v.f.) : Forum, 11° (297-53-74) ; Quintella, 5° (633-79-38) ; Ambassade, 8° (359-18-08) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (375-79-79) ; v.f. : Berlin, 12° (322-11-23) ; Montparnasse Paris, 14° (322-11-23).

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (I.), (***) : V.O. : Movia, 1° (260-43-99).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Victor-Hugo, 15° (324-00-65).

BANANAS (A., v.f.) : Cinéchoix, 6° (633-10-82).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Rivage, 15° (354-46-85) ; Montparnasse Paris, 15° (380-40-46).

BEIN HUR (A., v.f.) : Hansemann, 9° (707-47-55) ; Albina, 12° (343-00-65).

CABARET (A., v.f.) : Forum, 11° (297-53-74) ; Action, 5° (325-72-07) ; Paramount, 8° (562-41-46) ; Panaramas, 14° (329-83-11).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Éclair, 5° (325-72-07) ; Studio Logos, 5° (354-89-81).

LES CHARLOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8° (225-18-45).

CHAUSSEUSE A SON PIED (A., v.o.) : Studio Logos, 14° (325-26-12).

CRISTO CURVOS (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe, 5° (354-34-83).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christiane, 6° (322-47-46).

DEVILMASTERS (A., v.o.) : Studio Logos, 5° (354-89-23).

DÉZOUZ LA GUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6° (544-28-80).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Calypso, 17°.

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Gaumont Hallin, 15° (297-49-70) ; Quintella, 5° (633-79-38) ; Colisée, 9° (339-29-46) ; Panaramas, 14° (329-83-11) ; V.F. : Berlin, 12° (322-11-23) ; Nation, 12° (343-04-67) ; Gaumont Convention, 15° (828-42-77).

ÉLÉPHANT MAN (A., v.o.) : St-Servais, 12°.

EMMANUELLE (F.) (***) : Paramount City, 8° (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14° (329-90-10).

EMMANUELLE II (Fr.) (***) : Panaramas, 14° (329-83-11) ; Monte-Carlo, 8° (225-03-83) ; Paramount Opéra, 9° (746-51-31) ; Paramount Galaxie, 13° (582-18-03) ; Paramount Séverine, 14° (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15° (579-93-40) ; Paramount Mallory, 17° (758-24-24) ; Paramount Montmarbre, 18° (666-34-25).

L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : Montparnasse Paris, 15° (380-40-46) ; Olympic Balzac, 8° (561-10-60). VF : Lumière, 9° (246-49-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Raebald, 16° (286-64-46).

L'ENNEMI INTÉRIEUR (A., v.o.) : Olympus, 12° (562-47-43).

EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra Night, 2° (296-62-56).

L'EXORCISTE (A., f.) (***) : Capri, 2° (508-49-99).

LE FEFARCON (It., v.a.) : Studio Médicis, 12° (335-25-97).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Champso, 5° (354-41-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Montparnasse Paris, 15° (380-40-46).

FRANKENSTEIN Jr. (A., f.) : Opéra Night, 2° (296-62-56).

FRENZY (A., v.o.) (*) : Épée de Bois, 5° (337-57-47).

LA FUREUR DU DRAGON (Hongk., v.o.) : Olympia, 12° (562-47-43) ; Montparnasse 8°, 6° (544-17-37) ; Ambassade, 9° (359-18-08) ; Hollywood Boulevard, 9° (770-14-81) ; Nation, 12° (343-04-67) ; Film Opéra, 15° (375-79-79) ; Convention Saint-Charles, 15° (579-93-40) ; Wexler, 18° (526-40-41).

LE GUEPARD (Il., v.o.) : Ranelagh, 16°.

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Berlitz, 2° (742-60-33).

GILLESMEURS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) (***) : Denfert, 14° (321-47-47).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Cité Beaubourg, 3° (271-92-36).

LA MONTE DE LA JUNGLE (F.) (***) : Panaramas, 14° (329-83-11).

IL ET UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.o.) : Gaumont, 9° (770-47-55) ; Montparnasse, 14° (322-52-37).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6° (633-79-38) ; Vimpyl-Belzart, 12° (359-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11° (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (375-79-79).

LES INDISPOTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7° (783-64-06). H.S.p.

L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympia, 11° (542-67-42).

IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champso, 5° (354-41-60).

JOSEPH... (Fr.) : Lucernaire, 6° (344-57-34).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Ranelagh, 16° (286-64-44).

LE LAUREAT (A., v.f.). Saint-Germain des Prés, 15°.

LOVE STORY (A., v.f.). Montparnasse Marxiste, 2° (296-60-40).

LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grande-Augustins, 6 ^e . F. dim.	J. 23 h. Grande Cuisine. Menu d'affaires : 100 F s.a.c. Menu dégustation : 220 F s.a.c., salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.
AUB. DE RIQUEUR 770-62-39 12, rue du Fig-Montmartre, 9 ^e . T.l.jours.	12 h à 2 h du matin. Ambiance musicale. Spécialité alsacienne. Vins d'Alsace et sa CARTE DES DESSERTS.

INFORMATIONS « SERVICES »

GASTRONOMIE

Bibliothèque de table

Un par jour ! C'est le rythme de parution des livres de recettes, de cuisine, de gastronomie, de littérature gourmande ! Faut-il agrandir les cuisines pour leur faire place ? Avoir une pièce réservée dans l'appartement ? Ou bien plutôt faire un tri sévère ?

Voici quelques-uns des derniers titres :

Déjeuner sur l'herbe, par Michel Smith et Ch. Flacellière (Baland éditeur, 69 F). Les plaisirs mais aussi les règles du pique-nique, des conseils précieux, des recettes habiles. L'anti « banale bouffe » des autoroutes, le plaisir de retrouver la nature et de s'y adonner bucoliquement mais intelligemment.

Mes recettes de la télévision, par Michel Guérard (Robert Lafont, 55 F). Cuisine légère ? Le mot est à la mode. Un grand cuisinier, dont on oubliera son pseudonyme de « Monsieur Indus », a présenté au petit écran ces recettes quelque peu sophistiquées que l'on retrouvera ici avec plaisir.

La Cuisine française (Guide vert, chez Solar, 95 F). On ne savait pas que la minestrone, la sauce bolognaise et les tagliatelles étaient « bien de chez nous ». Compilation sans intérêt.

Brillat-Savarin : la Physiologie du goût (Flammarion éditeur, 30 F). L'intérêt de cette réédition tient à la préface — remarquable — de Jean-François Revel. Il parle de ce « missel décapité » avec humour et finesse. Surtout on se passionnera à son petit tableau des « sophismes de la table ». Combien vrai !

Paris Gourmand, par J.-P. Imbach (Baland éditeur, 59 F). Édition 1982 d'un précieux petit guide d'une centaine de bons bistrots pas chers à Paris. Des adresses souvent inconnues, des renseignements pratiques. Utile. **Moi, le fromage et vous**, par Hubert Dargaud éditeur, 50 F).

Maître fromager avant de devenir restaurateur, Hubert raconte ici sa vie passionnante. Il raconte aussi le fromage et termine par de nombreuses recettes originales où ces fromages de France et d'ailleurs donnent le « la ». Utile et amusant.

Dictionnaire des aliments, par Jérôme Stum (Garnier 59 F). De A (abats) à Y (ysourt) tout ce qu'il faut savoir et ce que l'on ne sait pas, à l'usage de l'utile et même plus par ses conseils pratiques, c'est aussi un livre qui se lit comme un roman d'aventure.

Tartes et tourtes, par Céline Vance (« Rustica » — Dargaud éditeur, 50 F). Préparations en pâte sucrée et salée, pratiques et justifiant le titre de la collection.

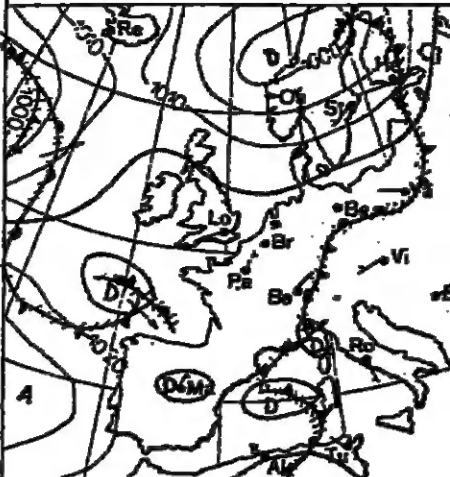
La Cuisine de Lyon, par André Mure (Stock éditeur, 120 F). La cuisine des chefs de Lyon conviendrait mieux, car on est loin quelquefois des traditions avec la recette du loup de Bander ou de la soie Tante Marie. Mais une première partie sur Lyon gourmand vous enchantera.

Dictionnaire des appellations, par Fernand Woutaz (Librairie technique, 92 F). Technique en effet mais, alors qu'un sondage de Cuisine et Vins de France vient de démontrer que les Français connaissent mal leurs vins, ces listes commentées des A.O.C., V.D.Q.S., V.D.N. des vins, eaux-de-vie et des cépages de France sont autant agréables qu'utiles.

R. C.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.8.82 A 0 H G.M.T.

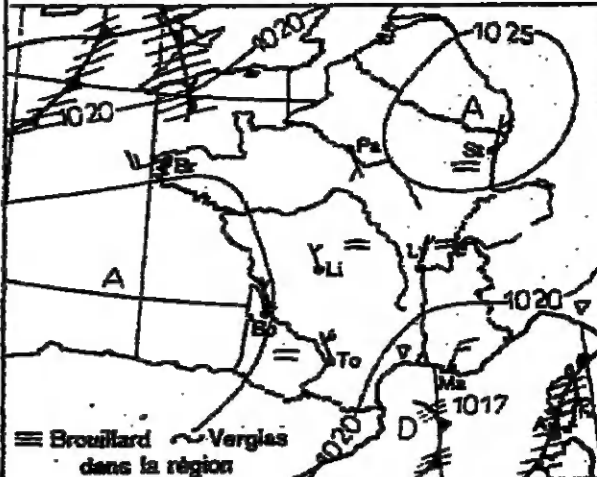


Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 août à 0 heure et le dimanche 29 août à 24 heures :

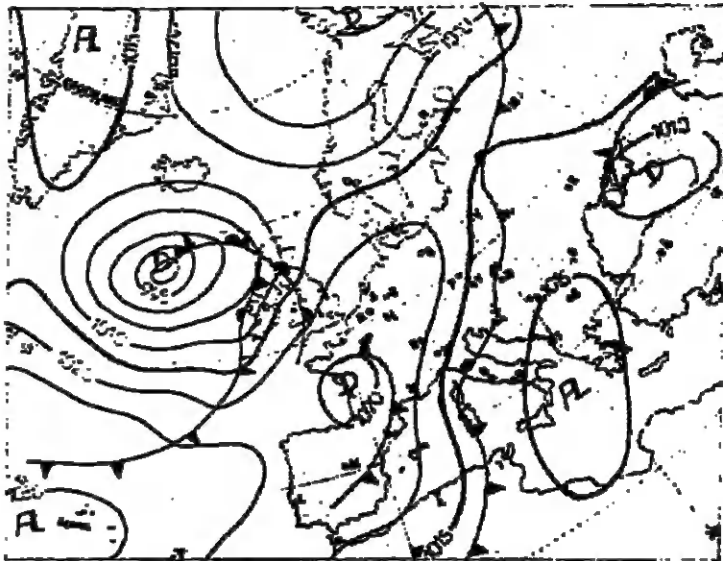
Les perturbations pluvio-orageuses affectant encore les régions méridionales et les Alpes samedi s'éloigneront vers l'Est, tandis que, à l'arrière, une hausse du champ de pression favorisera le retour du beau temps avant l'arrivée d'une nouvelle perturbation sur le nord-ouest du pays.

Dimanche sur le pourtour méditerranéen et la Corse, le matin le ciel sera encore nuageux et des averses orageuses se produiront en soirée. Les vents modérés s'orienteront au Sud-Ouest avant leur passage. Les muges de cette perturbation affecteront tout le quart nord-ouest du pays en fin de journée. Mais, après leur arrivée et sur toutes les autres régions, la météo sera fraîche avec des températures baissant jusqu'à 7 à 9 degrés dans l'intérieur. Les formations de brouillard seront fréquentes et localement denses. Après leur dissipation, le temps sera beau, avec quelques nuages passagers et les températures pourront redevenir agréables.

PRÉVISIONS POUR LE 29.8.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT A 0 HEURE (G.M.T.)



La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 août à 8 heures, de 1017,2 millibars, soit 763,0 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 août ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 août) : Alger, 30 et 21 degrés ; Amsterdam, 18 et 10 ; Athènes, 20 et 19 ; Berlin, 22 et 11 ; Bonn, 22 et 9 ; Bruxelles, 19 et 10 ; Le Caire, 33 et 22 ; Casablanca, 26 et 19 ; Coppenhague, 20 et 10 ; Dakar, 30 et 24 ; Djibouti, 36 et 25 ; Genève, 17 et 13 ; Jérusalem, 26 et 16 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 20 et 10 ; Luxembourg, 19 et 9 ; Madrid, 22 et 14 ; Moscou, 20 et 12 ; Nairobi, 23 et 14 ; New-York, 23 et 20 ; Palma-de-Majorque, 22 et 19 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 17 et 10 ; Téhéran, 43 et 27 ; Tunis, 38 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

FORMATION PERMANENTE

ART DRAMATIQUE. — L'Union des conservatoires de la Ville de Paris indique qu'à la rentrée d'octobre 1982 s'ouvrira une classe supérieure d'art dramatique sous la direction de Jean-Laurent Cochet. Elle est destinée aux anciens élèves des conservatoires municipaux, ainsi qu'à tous ceux qui recherchent un perfectionnement de haut niveau.

★ Inspection des conservatoires municipaux de la Ville de Paris, Art dramatique (cuisine, enseignement), 15, rue Jean-Landry, 75001 Paris, tél. : 236-72-12.

TEMPS LIBRE

POUR LES COLLECTIONNEURS. — L'Amicale des collectionneurs organisée à Pacy-sur-Eure, le dimanche 12 septembre, la dix-huitième rencontre « toutes collections ». Une cinquantaine de stands permettront à tous les collectionneurs et amateurs de découvrir l'objet de leurs recherches.

★ B.P. 41, 27120 Pacy-sur-Eure. Tél. : (33) 36-07-38.

PARIS EN VISITES

MARDI 31 AOÛT

« Giverny », 13 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Zujovic.
« Église de Saint-Denis », 14 h 30, façade, M. Allas (Casse nationale des monuments historiques).
« Basilique de Saint-Denis », 15 h, porche principal (Approche de l'art).
« Le Marais », 15 h, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel du Grand-Veneur », 15 h, 60, rue de Turcotte (Paris et son histoire).
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).
« Hôtel Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 28 août :

UN DÉCRET

« Fixant les conditions d'application de l'article 79 de la loi du 8 août 1947 relatif à l'octroi d'avances aux fonctionnaires de l'État pour faciliter l'achat de véhicules nécessaires à l'exécution de leur service. »

UN ARRÊTÉ

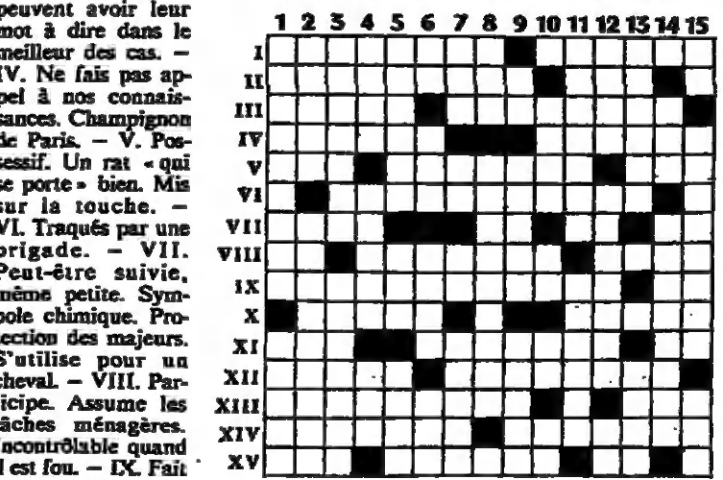
« Relatif au conseil supérieur provisoire des universités. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3264

HORIZONTALEMENT

I. Toujours partant pour nous faire un brin de conduite. Donc un peu raide. — II. Suscite le plaisir ou la douleur. — On est bien ennuyé lorsqu'on est fait comme ça. — III. On peut en tirer des vers ou les lui donner. Elles peuvent avoir leur mot à dire dans le meilleur des cas. — IV. Ne fait pas appel à nos connaissances. Champion de Paris. — V. Possessif. Un rat « qui se porte » bien. Mis sur la touche. — VI. Traqué par une brigade. — VII. Peut-être suivie, même petite. Symbole chimique. Protection des majeurs. S'utilise pour un cheval. — VIII. Participe. Assume les tâches ménagères. Incontrôlable quand il est fou. — IX. Fait pousser un soupir qui est de soulagement puisqu'il plus élégant de la porter sur soi que n'est pas le dernier. Article du Code sur un autre. Pronom. — XII. Ce compter avec lui mais pas sur lui. — n'était pas le modèle de Churchill.



On préférerait parfois qu'il dise du mal des autres. — XIII. Une maison où les meilleurs clients sont « noirs ». Au bout du compte. — XIV. Tout le contraire de « Germaine ». Bien entouré. — XV. Possessif. Une manière familière de « traîner » les enfants. Note.

VERTICALEMENT

I. Se repose en quittant ses chaussures. Moyens de communication. 2. Facilite les promenades en forêt. Facilitateur qui faisait parfois de la casse. — 3. Aime avoir des enfants à sa table. On ne peut leur parler sans lever les yeux au ciel. — 4. Chacun pouvait y mettre son grain de sel. Ce sont les hommes d'une idée. Rivière suisse. — 5. Tire de la poche de quoi régler la note. Lieu de cure. C'est la moindre des choses quand on travaille. — 6. Personnage. Belle salle avec de belles pièces. Porté par une soubrette. Dénée. — 7. C'est toujours le préféré. Se reprend lorsqu'il est cassé. Article. Adjointes à la direction. — 8. Son expulsion doit se faire sans tapage. Un bon moyen de se retrouver au « placard » avec un balai. — 9. Négatif. Se place au bout de la ligne. Peut-être adoptée. — 10. Famille qui inspira Lope de Vega. Participe. Chef d'atelier. Avant Jésus-Christ. — 11. Apprécie les valeurs en Bourse. Il vaut mieux éviter de leur tomber sur le poil. — 12. Tient au corps mais pas à cœur. Ne sont donc plus dans un brillant état. Participe. — 13. Organe vital. Se reconnaît souvent à raison. — 14. Se place pour une situation. Avec lui, on est sûr d'avoir du nouveau. — 15. Personnel. Donne matière à réflexion. Coule dans les Pyrénées.

Solution du problème n° 3263

HORIZONTALEMENT

I. Solitaire. — II. Erotisme. — III. Ravir. Ave. — IV. Rien. Agen. — V. Ex. Ecrit. — VI. Lorraine. — VII. Infatigable. — VIII. I.H.S. Au. — IX. Rétro. Pus. — X. Réduit. — XI. Soi. Esor. (CF. « Cardinal »).

VERTICALEMENT

1. Serre-livres. — 2. Oraison. — 3. Love. R.F. Tri. — 4. Itinéraire. — 5. Tir. Cathode. — 6. As. Arius. Us. — 7. Imagine. Pis. — 8. Revête. Subjonctif. Auto. — 9. En. Sous.

GUY BROUTY.

CARNET

Décès

— M^{me} Haim Amor.
M. et M^{me} Albert Assor et leurs enfants.
M. Maurice Assor.
M. et M^{me} Akerib et leurs enfants.
M^{me} Vincent et ses enfants.
M^{me} Michèle Assor.
M. et M^{me} Pisto et la famille.
M. et M^{me} Lagarde et la famille.
M. et M^{me} Alexandre et la famille.
Les familles Sellouk, Tapiero, Lascar et Akerib.
ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur cher et regretté

Moshe ASSOR,

survécu, à Paris, le 26 août à l'âge de cinquante-huit ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 août, à Paris. La famille se repose pais.
223, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 6, square du Roule.

Marmagne (Côte-d'Or).

M. et M^{me} André Blondel.
Leurs enfants et petits-enfants.
M^{me} Puzan et ses enfants.
M^{me} Aynard et ses enfants.
M. Aynard et ses enfants.
M^{me} Laure Aynard.
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.
M^{me} Hepp, sa sœur.
M^{me} Noëmi Hepp.
M. et M^{me} Vincent Hepp et leurs enfants.
M. et M^{me} Hubert Aynard et leur fils.
Baron et baronne Olivier Guichard et leurs enfants.
Ses parents et nièces.
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joseph AYNARD,

née Louise Saint René Tailhandier, survivu le 27 août 1982 dans sa quatre-vingt-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques auront lieu en l'église de Marmagne, le lundi 30 août, à 15 heures.
Réunion à 14 h 30 en l'abbaye de Fontenay.
Ni fleurs ni couronnes.
21, rue Vauban, 21000 Dijon.

Avis aux usagers de l'Autoroute A6

La société des AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE informe les usagers de l'Autoroute A6 que ses Services d'Exploitation feront procéder, entre les échangeurs de JOIGNY et d'AUXERRE-NORD, à des travaux de renforcement de chaussée sur une longueur de 8 km.

Ces travaux dureront du 13 Septembre au 9 Novembre 1982 et entraîneront une circulation à double sens sur la chaussée Paris-Lyon la vitesse sera limitée à 80 km/h. au niveau du bas-cullement.

Consciente de la gêne qui leur est apportée, la société des AUTOROUTES PARIS-RHIN-RHONE prie ses usagers de vouloir bien comprendre la nécessité de ces travaux qui permettront, finalement, une amélioration de leur confort et de leur sécurité. Merci.

théâtre Saint-Pierre de Nantes. Inhumation au cimetière Miséricorde.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
26, rue Harouy, 44000 Nantes.

— Renaudin (42).
M^{me} Charles Lespinasse et ses enfants, font part du décès de

M. Charles LESPINASSE, survivu dans sa soixante-dixième année.

— M. Anatole Malomond, gérant honoraire.

Et M. Michel Deléclé, directeur de la société française Vevey, ont le regret de faire part du décès de

M. Adrien MERENDA, ancien membre du directeur et ancien directeur de la division machines hydrauliques et mécanique des Ateliers de constructions mécaniques de Vevey, survivu le 7 août 1982 dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Sœur Marie

Joachim MULLER, dominicaine,

s'est éteinte dans le sein de Jésus, le 26 août 1982, à Amilly (Seine-et-Marne).

L'Eucharistie sera célébrée à la chapelle de la communauté d'Amilly, le lundi 30 août, à 16 h 30.

La prière générale de la congrégation romaine de Saint-Dominique, de la prière provinciale, de la communauté de Neailly-sur-Seine.

Et de toutes ses sœurs.

— M^{me} Emilie Natan, M. et M^{me} Robert Natan, Et leur fille Véronique, Anne Triguand, Les familles Natan, Karwenti, Et tous ses amis, ont l'immeuse douleur de faire part de la perte cruelle de leur bien-aimé,

Philippe NATAN, interne en médecine,

survécu le 27 août 1982 à l'âge de vingt-sept ans.

Les obsèques auront lieu mardi 31 août.

Réunion à 11 heures au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris (17^e), à 11 heures.

La famille ne reçoit pas. 179, avenue de Clichy, 75017 Paris.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de

Gilles MOYNE le 30 août 1981.

Sa famille, ses amis, tous ceux qui ont gardé son souvenir auront une pensée en ce jour.

— Une pensée en souvenir de Miss SCHEIN, décédé il y a quinze ans.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

Assumer la rigueur

(Suite de la première page.)

C'est ainsi, enfin, que la lutte contre l'inflation, dont on ne s'était guère préoccupé au début du septennat, est devenue prioritaire.

A la lumière de ces leçons et de ces découvertes, le ton a changé. Efforts, rigueur, austerité, même si ce dernier mot n'est jamais officiellement prononcé, sont à l'ordre du jour. Sans doute eût-il été préférable de tenir ce langage plus tôt, au moment de la première dévaluation du franc, par exemple. Mais on ne refait pas l'histoire.

Reste que le pouvoir a mangé son pain blanc. L'augmentation du SMIC et des prestations sociales - au demeurant justifiées et modérées - de l'âge de la retraite, la réduction du temps de travail, les nationalisations, étaient autant de mesures qui allaient dans le sens de ce que l'on appelle communément « le monde du travail », dont le gouvernement se flatte d'avoir l'appui et la confiance. Il va pouvoir réellement vérifier lorsqu'il va mettre en œuvre la nouvelle phase de sa politique économique, axée sur le ralentissement de la hausse des prix et la rénovation de l'outil industriel.

Inflation et indolence

L'inflation mine d'abord les revenus les plus faibles. Diminuer le rythme de la hausse des prix, c'est donc faire œuvre de justice sociale. Tout recul de l'inflation, correspond à un progrès du pouvoir d'achat. Il n'est dans un texte publicitaire d'explication diffusé par les

services du premier ministre. Propos sensés, mais, dans l'immédiat, si les projets du gouvernement prennent corps, c'est bel et bien une perte de pouvoir d'achat en 1982 que vont constater les salariés qui gagnent plus que le SMIC. Il faut voir là un symbole de la manière dont le pouvoir, en l'occurrence l'équipe Mauroy-Delors, entend s'attaquer à la hausse des prix. Il n'est pas question, en effet, d'utiliser les méthodes en vigueur en Grande-Bretagne et aux États-Unis, mais de casser les anticipations inflationnistes et de désindexer notre économie. Dans un pays où l'attachement aux droits acquis est une véritable religion, la démarche prend la forme d'un pari courageux sur le sens de la responsabilité et du bien commun des industriels, des commerçants et des salariés. La gauche réussira-t-elle là où la droite a échoué ? L'enjeu politique est considérable. Car il ne faut pas se tromper : il existe dans la majorité des partis administrés d'une économie administrée et moins ouverte sur l'extérieur...

Dans la mesure où elle influe directement sur les coûts de production, et donc sur la compétitivité des entreprises, la lutte contre l'inflation ne saurait être dissociée du second volet de l'action gouvernementale : la rénovation de l'appareil productif. S'il est une tâche urgente, c'est bien celle-ci. Certes l'industrie française peut s'enorgueillir des positions acquises dans certains domaines de haute technologie - le nucléaire, le spatial, l'aéronautique, pour ne citer que ceux-là. Mais ces incontestables

réussites ne sauraient masquer d'autres réalités moins brillantes. Qui ont mené à l'effondrement des industries de biens de consommation, vieillissement de l'outil industriel après plusieurs années de sous-investissement, faiblesse de la rentabilité, insuffisance des fonds propres.

On ne remédiera pas à ces maux sans un effort de longue durée. Si la France veut échapper à la désindustrialisation, il lui faut impérativement réorienter l'épargne vers l'appareil productif (et les mesures en préparation devraient largement y contribuer), obtenir de ses banquiers qu'ils acceptent de prendre plus de risques, développer la recherche (tâche déjà annoncée), effectuer des choix qui seront parfois douloureux. Il faudra du courage pour faire accepter de nouvelles fermetures d'usines. Du courage encore pour mener à bien l'indispensable modernisation de l'outil industriel, ce qui traduira dans un premier temps par des suppressions d'emplois.

Là comme ailleurs, la rigueur sera nécessaire. Encore faut-il faire en sorte qu'elle soit collectivement assumée. Comment y parvenir ? Lorsqu'on lui pose la question, M. Delors aime à répondre que la sortie interne de la crise passe par la construction d'un modèle de développement adapté à ces temps difficiles, plus respectueux du temps de l'homme, plus économe en ressources naturelles, plus solidaire enfin. Ce chantier-là reste à ouvrir.

PHILIPPE LABARDE.

ÉNERGIE

La construction du gazoduc sibérien et les sanctions américaines

M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France

Les États-Unis seraient disposés à lever les sanctions qu'ils ont prises ou qu'ils s'approprient à l'encontre de sociétés européennes si d'autres moyens pouvaient être trouvés avec leurs alliés pour maîtriser une pression économique sur l'Union soviétique. C'est du moins ce qu'écrit le New-York Times.

Les mesures américaines de rétorsion prises à l'encontre de Creusot-Loire et de Dresser France soulèvent de nombreuses réactions. Les milieux d'affaires américains critiquent leur gouvernement. « Il n'est guère sensé de pénaliser une filiale d'une société américaine parce qu'elle a obéi aux lois de la nation où elle opère et qui régissent son statut », dit-on au siège de l'organisation patronale « National Association of Manufacturers ».

En France, les syndicats des deux sociétés concernées ont vivement réagi. La section C.F.D.T. de chez Creusot-Loire juge la décision américaine « hypocrite ». « Le secteur le plus vulnérable est celui des compresseurs alternatifs », ajoute ce syndicat qui estime que les sanctions américaines peuvent, « à terme », créer des difficultés à l'entreprise.

La C.G.T. de Dresser France a rapporté de son côté « l'inquiétude de la direction » qui esti-

merait - faute de pièces et fournitures nécessaires à son activité - ne pas pouvoir tenir « au-delà de deux mois ». Les avocats de la filiale française de Dresser Industries ont d'ailleurs fait appel le 27 août auprès du département américain du commerce pour qu'il revienne sur sa décision.

M. Krasulski, secrétaire général de la C.G.T., a jugé que le président Reagan était « allé trop loin » et a rappelé le soutien de son organisation à la mesure de rétorsion prise par le gouvernement français. M. Cros, secrétaire national de la C.G.C., précise lui aussi que « M. Chevènement a bien agi... Une entreprise de droit français, même si elle est à capitaux américains, ne doit pas dépendre du bon vouloir du président des États-Unis ».

EN ITALIE la firme Nuovo Pignone s'apprête à livrer ses deux premières turbines à l'U.R.S.S. Celles-ci pourraient être embarquées sur le bateau soviétique « Dubrovnik » au début de la semaine prochaine à Livourne.

EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE enfin, le ministre de la Défense, M. Apel a affirmé que « l'OTAN ne pourrait vivre longtemps avec une telle aggravation de la tension entre les États-Unis et l'Europe ».

Le différend franco-américain sur le gazoduc sibérien permet à M. Chevènement de développer de nombreuses thèses qui lui sont chères. A croire que l'événement est pour lui une bonne occasion. « L'indépendance, a-t-il dit aux journalistes qu'il recevait le 27 août après la décision américaine de sanctionner Creusot-Loire et Dresser France, est la première de toutes les libertés ».

Or la France est « trop dépendante de ses approvisionnements énergétiques. Moins de l'U.R.S.S. que du pétrole du Moyen-Orient ». Le contrat d'achat de gaz signé avec l'Union soviétique répond donc à « l'exigence des intérêts nationaux ».

Des dépendances technologiques se sont créées sous les gouvernements précédents qui pourraient limiter notre indépendance, a ajouté le ministre. « Les compresseurs en sont un bon exemple ».

M. Chevènement tire de ces remarques préalables une double conséquence. Politiquement et à court terme le langage est vif, mais la décision américaine ne doit pas de diriger le ton, mais de dire les choses telles qu'elles sont », dit-il. « Nous devons nous donner le temps de la réflexion », nous nous sommes trouvés dans des situations bien pires », la situation de Dresser mérite un examen approfondi ».

Au-delà, la voie est clairement tracée. « Il faut engager une réflexion sur les dépendances technologiques, qui ont atteint un seuil ». Ainsi la légèreté avec laquelle certains groupes français préféraient l'achat d'une licence américaine à des dépenses de recherche développement semble appartenir à une époque révolue. La priorité dou-

née à la technologie par le ministre d'État depuis qu'il est au gouvernement n'a pas d'autre raison.

On se souvient que, au début du différend avec les États-Unis, l'ambassadeur de France à Washington avait affirmé que les États-Unis ne disposaient plus du monopole technologique face à l'Union soviétique. M. Chevènement parle donc de « renforcer la solidarité européenne ».

La clarté des grands principes n'empêche pas un certain flou sur les problèmes concrets posés par les sanctions américaines. On ne comprendait toujours pas vendredi 27 août les mesures prises à l'encontre de Creusot-Loire (« aucun fait ne les explique » estime le ministre d'État) et les multiples textes réglementaires avancés par le département du commerce pour fonder juridiquement sa décision étaient encore à l'étude à l'hôtel de Clermont.

La portée exacte et l'étendue des sanctions américaines continuaient de s'être pas perçus très exactement par Paris. Mais le sont-elles à Washington ?

Il n'en reste pas moins que si les dispositions américaines devaient être maintenues, elles gêneraient l'activité du groupe Creusot-Loire. Pour ne prendre qu'un exemple, cer-

taines pompes des centrales nucléaires sont construites aux États-Unis pour un sous-traitant franco-canadien de Framatome, filiale de Creusot-Loire. Ces pompes seront-elles désormais livrées ? On se contente donc de dire à Paris que, en première analyse, il ne semble pas qu'il y ait dépendance stratégique de Creusot-Loire à l'égard des États-Unis.

La situation est un peu différente pour Dresser France. Certes, à court terme, l'entreprise a de quoi travailler. Mais, coupée de sa source technologique, la filiale française de Dresser Industries risque d'être asphyxiée. A l'extrême, la maison-mère pourrait désinvestir, ce qui rendrait nécessaire le reprise de Dresser France par une société française. Mais on n'en est pas là.

B.D.

DE JANVIER A JUILLET

Le déficit du commerce extérieur a doublé par rapport aux sept premiers mois de 1981

Le commerce extérieur est le reflet d'une situation et la sanction d'une politique. A ce double titre, le résultat, publié - de façon classique - vendredi 27 août en fin d'après-midi après la fermeture des marchés des changes - il s'agit de ne point affaiblir davantage le franc - est inquiétant. Et ce n'est pas l'habitude ironie noire de M. Jobert, qui parles tout est le ministre en charge, qui masquera la nature des faits. Ce résultat nuance en tout cas la satisfaction affichée après la publication de l'indice des prix de juillet.

Le mois dernier, le déficit des échanges a été de 6,1 milliards de francs en chiffre-bilan est pire : 8,9 milliards de francs, soit le troisième plus fort solde négatif après celui - quelque peu aberrant - de juin (13,3 milliards de francs) et celui d'avril (10,2 milliards). Ce déficit corrigé n'est pas très éloigné de l'excédent observé, également en juillet, en Allemagne fédérale (10 milliards de francs) : il est même le triple du déséquilibre - hors pétrole - enregistré en Grande-Bretagne (3 milliards de francs).

Certes le commerce extérieur subit les contraintes d'une conjonction internationale, marquée par la récession et le renchérissement du dollar, que la France ne maîtrise pas, mais que ses dirigeants - dont c'est la responsabilité - ont mal appréciée. Certes il ressent le poids d'une situation intérieure en partie héritée, mais dont il était possible de connaître les faiblesses qui se traduisent notamment par une mauvaise adaptation de l'appareil productif à une demande étrangère en mutation.

Le remède, en tout cas, ne résiderait pas et ne réside pas toujours dans une dévaluation dont les effets pervers jouent à plein : la valeur des importations se trouve gonflée dans l'immédiat, alors que le volume des exportations n'est susceptible d'augmenter qu'à terme. Or les structures des échanges ont fondamentalement changé depuis la première hausse du prix du pétrole : le renchérissement porte sur un montant substantiel d'achats incompressibles, alors même que les ventes sont moins sensibles à une baisse des prix, sauf si celle-ci est très forte. Le commerce se juge plus en termes de spécialisation qu'autrefois.

La dévaluation n'est plus ce qu'elle était. Il s'agit surtout d'un constat de faiblesse et d'une rançon payée à la spéculation, et non d'une arme de combat pour la conquête durable des marchés. A l'extrême limite se situe le cas de l'Islande qui dévalue périodiquement sa monnaie pour effacer son différentiel d'inflation avec les autres pays. En fait, - ce que M. Barre avait eu raison de souligner à son arrivée en janvier 1976 qu'il Branly - pour avoir un commerce extérieur fort, il faut une monnaie forte... et réciproquement.

Les effets positifs de l'ajustement du franc ne jouent en tout cas - s'ils jouent - que quatre mois environ après l'opération, c'est-à-dire à partir du mois de septembre. En attendant, en chiffres bruts, les ventes à l'étranger ont atteint en juillet 53 869 millions de francs, ayant di-

minué de 2,8 % en un mois et augmenté de 6,9 % en un an, tandis que les importations se sont élevées à 59 930 millions, en baisse de 10 % par rapport à juillet 1981, ce qui représente un taux de couverture de 89,9 % contre respectivement 82,5 % et 94,2 %. En juillet 1981, le déficit avait été inférieur de moitié, représentant 3 127 milliards de francs.

En fait les exportations stagnent en valeur - elles diminuent en volume - depuis l'automne dernier, comme le montrent les données corrigées. Elles ont représenté en juillet 51 802 millions de francs (49,7 millions en septembre 1981), en hausse de 3,2 % en un mois et de 7,5 % en un an, alors que les importations ont atteint 60 744 millions, ayant diminué de 4,3 % par rapport à juin et augmenté de 14,8 % par rapport à juillet 1981, soit un taux de couverture de 85,3 % au lieu de 79,1 % et 91,1 %. En juillet 1981 le déficit avait été de 4 718 millions de F.

En sept mois, le déficit commercial de la France est du même ordre de grandeur que celui enregistré pour l'ensemble de 1981. De janvier à juillet, il s'élève à 49,5 milliards de francs en chiffres bruts, à 52,3 milliards après correction ; il avait représenté 51 milliards de francs l'an dernier. Pour les sept premiers mois de 1981, ce déficit avait été pratiquement inférieur de moitié, ayant représenté 23,8 milliards en chiffres bruts, 27,1 milliards après correction. Baromètre de l'état conjoncturel et structurel d'un pays, le commerce extérieur n'est pas pour la France au beau.

MICHEL BOYER.

Le déficit commercial de l'horticulture. M. Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, s'est déclarée - le vendredi 27 août à Orléans (Loiret) - « Préoccupée par la situation du commerce extérieur de l'horticulture ornementale, dont le déficit annuel approche le milliard de francs ». Le ministre a invité les professionnels - devant lesquels elle s'exprimait - à participer fin octobre à une « table ronde » pour préparer des mesures destinées à renverser cette tendance. M. Cresson a notamment évoqué la création d'un Office d'intervention dans ce secteur. - (Corresp.)

+ 0,3 % de hausse des prix de détail en juillet

Le tableau des prix publié dans le Monde du 28 août comportant un certain nombre d'erreurs de composition, nous le redonnons ci-dessous intégralement.

	des 12 derniers mois (juil. 82/juil. 81)	des 6 derniers mois (juil. 82/janv. 82)	des 3 derniers mois (juil. 82/avr. 82)	du dernier mois (juil. 82/juin 82)
● ENSEMBLE	+ 11,9	+ 5,3	+ 1,8	+ 0,3
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 13,4	+ 5,3	+ 1,6	- 0,2
Produits à base de céréales	+ 12,8	+ 5,3	+ 0,5	- 0,5
Vinasses de boucherie	+ 13,9	+ 6	+ 1,9	- 0,6
Porc et charcuterie	+ 17,7	+ 4,3	+ 2,1	+ 0,1
Véhicules, lapins, gibiers, produits à base de viande	+ 10,8	+ 0,9	- 1,9	- 1,5
Produits de la pêche	+ 14,1	+ 5,8	+ 2,1	+ 0,4
Lait, fromages	+ 12,3	+ 6,2	+ 1,9	- 0,3
Oufs	- 2,1	- 10,3	- 0,3	- 2,3
Cerveaux et bœufs	+ 4,9	+ 1,6	+ 0,3	- 2,3
Légumes et fruits	+ 16,8	+ 7,3	+ 3,3	+ 0,5
Autres produits alimentaires	+ 13,8	+ 6,4	+ 2,7	+ 0,1
Boissons alcoolisées	+ 13,9	+ 6,2	+ 2,4	+ 0,3
Boissons non alcoolisées	+ 12,2	+ 7,6	+ 1,6	-
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 11	+ 5,3	+ 1,8	+ 0,4
1) Vêtements et textiles	+ 10,1	+ 5	+ 1,8	+ 0,2
Vêtements de dessous	+ 8,6	+ 4,4	+ 1,3	+ 0,1
Autres vêtements et accessoires	+ 11,8	+ 5,8	+ 2,3	+ 0,4
Articles chaussants	+ 8,7	+ 4,1	+ 1,7	+ 0,2
Autres articles textiles	+ 12,2	+ 6	+ 1,8	+ 0,6
2) Autres produits manufacturés	+ 11,3	+ 5,4	+ 1,8	+ 0,5
Mobilier et tapis	+ 12,2	+ 6,8	+ 2,7	+ 0,5
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 10,8	+ 4,9	+ 1,9	+ 0,7
Autres articles d'équipement du ménage	+ 14,8	+ 6,8	+ 2,4	+ 0,5
Services de ménage, produits détergents et produits d'entretien	+ 14,3	+ 5,9	+ 3	+ 0,6
Articles de toilette et de soins	+ 9,5	+ 4,3	+ 1,3	+ 0,3
Véhicules	+ 8,7	+ 3,8	+ 0,5	- 0,4
Papeterie, librairie, jouets	+ 16,7	+ 6,4	+ 1,4	+ 0,4
Photo, optique, électro-sonologie	+ 4,2	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,1
Autres articles de loisir	+ 10,8	+ 5,6	+ 2,1	+ 0,5
Combustibles, énergie	+ 12,1	+ 6,1	+ 2,7	+ 1,2
Tabacs et produits manufacturés divers	+ 16,5	+ 5	+ 0,1	+ 0,1
● SERVICES	+ 11,9	+ 5,2	+ 1,9	+ 0,5
Services relatifs au logement	+ 19	+ 4,3	+ 1,5	+ 0,9
dont : loyers	(+ 4,5)	(+ 3)	(+ 1)	(+ 1)
Soins personnels, soins de l'habitat	+ 13,1	+ 6,1	+ 3,8	+ 0,3
Services de santé	+ 13,6	+ 7,3	+ 2,7	+ 0,8
Transports publics	+ 16,6	+ 6,5	+ 0,8	+ 0,2
Services d'utilisation de véhicules privés (2)	+ 12	+ 5,9	+ 1,5	+ 0,1
Hôtels, cafés, restaurants, coiffeurs	+ 13,6	+ 7,3	+ 2,7	+ 0,7
Autres Services (3)	+ 13,3	+ 5,1	+ 3,3	+ 0,7

L'indice de l'INSEE calculé sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 320,1 en juillet contre 319,2 en juin et 286,1 en juillet 1981. En rythme annuel calculé sur trois mois (juin-juillet-août), l'inflation revient à 7,4 % contre 11,2 % dans la période mai-juin.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffage, de nettoyage, de teinture, de soins de la peau, etc. (2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc. (3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire), mais aussi auto-écoles, spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage des films, redonneuse O.R.T.F., etc.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

MINISTÈRE DES PÊCHES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

B.P. 83 LUANDA

AMBASSADE DE LA R.P.A. EN FRANCE

19, avenue Foch, 75016 PARIS

CONSULMAR

27, rue Joaquin-António-Aguirre (8^e étage), 1000 LISBONNE

RECTIFICATIF

A L'APPEL D'OFFRE CONCERNANT

- Dix bateaux pour pêche artisanale.
 - Un navire école.
 - Un navire congélateur de 400 tonnes.
 - Deux navires de séchage de poissons pour une production de 40 T/24 heures.
- Les propositions doivent être remises simultanément au ministère des Pêches à Luanda et à « Consumar » jusqu'au 30 SEPTEMBRE 1982 à 18 heures. Tous les documents doivent être envoyés en double et rédigés en portugais ou en anglais, et les documents techniques en français ou en anglais.

Se perfectionner, en apprenant la langue est possible

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

avec des explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BBCM

8, rue de Bari - 75008 Paris

AFFAIRES

SUBMERGÉE PAR LES PROCÈS

Manville, numéro un de l'amiante se met sous la protection de la loi américaine sur la faillite

La société américaine Manville, premier fabricant mondial d'amiante, avec un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de dollars (plus de 15 milliards de francs) a demandé, jeudi 26 août, à bénéficier des dispositions de la loi fédérale sur la faillite : le nombre des procès qui lui sont intentés à cause des effets de l'amiante sur la santé croît de façon telle que les responsables de la firme craignent de ne pouvoir dans l'avenir en supporter la charge.

Un procès coûtait 15 000 dollars à Manville en 1981, date à laquelle la société fut reconnue responsable et condamnée à verser des dommages et intérêts. Aujourd'hui, ce chiffre atteint 40 000 dollars, y compris les frais de défense et de procédure. Fin juin, Manville était impliquée dans onze mille de ces procès, et les nouvelles actions en justice intentées à la société ne sont pas loin d'atteindre le rythme de cinq cents par mois.

M. John McKinney, président de Manville, a déclaré, jeudi 26 août, qu'une étude récente évaluait à cinquante-deux mille le nombre total de ces procès, et leur coût à plus de 2 milliards de dollars.

Il ne s'agit pas là d'un dépôt de bilan au sens français du terme. En 1981, le bénéfice de Manville a atteint 60,3 millions de dollars et le montant consolidé de son endettement bancaire est d'environ 600 millions. Et c'est la première fois aux États-Unis qu'une des trente sociétés dont l'action sert au calcul de l'indice boursier Dow Jones prend une telle décision.

En remettant volontairement entre les mains d'un administrateur provisoire (un trustee ou tuteur qui a l'accord des autorités mais n'est pas désigné par un tribunal) la gestion de leur affaire, les responsables de Manville mettent leur société sous la protection de la loi adoptée par le Congrès le 6 novembre 1978 (titre 11, consacré à la faillite, du code fédéral des États-Unis) : celle-ci a pour effet d'arrêter automatiquement les procédures en cours ou à venir, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée (1).

Il n'est donc pas question qu'une liquidation intervienne, que les mines et les usines interrompent leur activité ni que cette mesure ait des conséquences pour les vingt-cinq mille salariés du groupe.

Au reste, la décision prise par Manville ne touche en rien ses activités hors des États-Unis (une mine d'amiante au Québec ainsi que des filiales dans d'autres pays).

Contre-attaque

Mais Manville va plus loin dans la contre-attaque. Il poursuit en justice plusieurs compagnies d'assurance de premier plan (Commercial Union, Sun Alliance, the London Assurance et plusieurs groupes réassureurs du Lloyd's) et leur réclame 5 milliards de dollars de dommages et intérêts. La société américaine les accuse de l'avoir contrainte à se mettre sous la protection de la loi, en niant leur obligation de couvrir les risques financiers des procès.

Dès 1976, date à laquelle il a accédé à la présidence du groupe, M. McKinney s'est inquiété des procès intentés en raison des maladies causées aux ouvriers en contact prolongé avec l'amiante, aussi bien dans les mines que dans les usines clientes qui utilisent ce produit.

L'amiante, massivement utilisé depuis la dernière guerre, est une substance potentiellement dangereuse : suspect de favoriser l'apparition de cancers du poumon et de la plèvre, il cause une maladie pulmonaire spécifique, l'asbestose. De plus, cette substance, qui a fait l'objet en juin dernier d'un symposium international est depuis plus de dix ans au centre d'une controverse industrielle et politique (2) dont l'affaire Manville est un nouvel épisode.

(1) Voir à ce sujet le tome I du volume sur les États-Unis des *Recueils pratiques du droit des affaires*. Editions Jupiter, 18, rue Saint-Denis, Paris.

(2) Voir le dossier publié dans « Le Monde de la médecine » le 16 juin.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Le dossier A.E.G.-Téléfunken a été remis aux autorités de Bonn. — La Commission chargée d'examiner les comptes du groupe et de donner son avis sur l'octroi d'un crédit public de 1,1 milliard de DM (1,1 milliards de francs) a terminé son travail. Son rapport a été remis au gouvernement de Bonn à la veille du week-end. Le porte-parole du ministère de l'économie s'est toutefois refusé à en révéler le contenu et à indiquer si l'analyse faite était positive. Le gouvernement n'a fini aucune date pour rendre publique sa décision.

Toutefois, l'on indiquait de bonne source que ce rapport pourrait être débattu mercredi 1^{er} septembre en conseil des ministres.

Agriculture

● La récolte viticole 1982 en France sera abondante : environ 70 millions d'hectolitres selon les coopératives viticoles, environ 76 millions d'hectolitres selon le ministère de l'Agriculture, vient-on d'apprendre à l'issue d'une réunion à Paris du conseil de direction de l'Office national interprofessionnel des vins de table. En 1981 la récolte avait été de 59 millions d'hectolitres. Selon les responsables de l'Office, la récolte viticole prévisible en Italie serait en baisse, en raison de la sécheresse, et les importations de vins provenant de ce pays devraient se réduire à cause d'une diminution régulière de l'écart des prix entre les vins italiens et français.

Commerce international

● L'importation de téléviseurs japonais et coréens est suspendue. — La Commission économique européenne (C.E.E.) a autorisé la France à suspendre l'importation de récepteurs de télévision couleur provenant du Japon et de la Corée du Sud. Les achats de récepteurs se sont élevés à 26 000 appareils, le contingentement annuel étant de 14 000. — (A.F.P.)

Étranger

ÉTATS-UNIS

● Les commandes américaines de machines-outils ont diminué de 14 % en juillet, par rapport à juin, se trouvant inférieures de 44 % à leur niveau d'il y a un an. Les livraisons ont, de leur côté, été en baisse de 39 % par rapport à celles du mois précédent, et de 32 % par rapport à celles de juillet 1981. Cependant, l'Association des constructeurs considère ce ralentissement de l'activité en juillet comme normal, trouvant des motifs d'optimisme dans l'augmentation de 4 % des commandes pour le marché intérieur américain. — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

● Plus de 4 millions de chômeurs en Grande-Bretagne, selon les syndicats. — Le chômage frappe actuellement 4 275 000 personnes en Grande-Bretagne, a affirmé le 25 août M. Len Murray, secrétaire général de la Confédération des syndicats britanniques (TUC). Au chiffre de 3 292 702 personnes sans travail annoncé officiellement, il convient d'ajouter, selon M. Murray, les chômeurs non déclarés et les personnes inscrites sur des programmes subventionnés par le gouvernement. D'après le dirigeant syndical, le nombre de chômeurs a augmenté de 2 millions depuis que les conservateurs sont arrivés au pouvoir en mai 1979, et « cette tendance s'aggrave sans arrêt avec la politique actuelle du gouvernement ». — (A.F.P.)

R.F.A.

● La hausse des prix en Allemagne fédérale a atteint 0,2 % en août. — Selon des résultats provisoires publiés le 27 août par l'Office fédéral des statistiques, en un an, par rapport à août 1981, le renchérissement du coût de la vie s'établit à 5,1 % (5,6 % en juillet). En juillet, l'augmentation des prix s'était située à 0,2 % également. Elle avait été de 1 % en juin, 0,6 % en mai, 0,5 % en avril, 0,2 % en mars et en février et 0,9 % en janvier. L'indice définitif du mois d'août sera publié dans une dizaine de jours. — (A.F.P.)

ÉTRANGER

Pour préparer l'assemblée annuelle du F.M.I.

LES MINISTRES DES FINANCES DES DIX SE RÉUNIRONT AU DANEMARK

Les ministres des finances des Dix se retrouvent dimanche 29 et lundi 30 août, près d'Helsingør, au Danemark, afin de préparer la position de la C.E.E. pour l'assemblée annuelle du F.M.I. qui se tient du 6 au 9 septembre, à Toronto, et examiner la situation monétaire résultant de la baisse des taux d'intérêts, américains. Les tensions créées dans le Système monétaire européen (S.M.E.) par la baisse des taux devraient s'atténuer, estime-t-on dans les milieux communautaires, après que la Bundesbank et la Banque des Pays-Bas ont décidé de réduire leurs taux directeurs. Cependant, les Dix demeurent divisés sur les questions qui figurent à l'ordre du jour de l'assemblée du F.M.I., principalement sur l'augmentation des quotas au sein du Fonds.

LES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC ÉTU-DIENT LES CONSÉQUENCES DE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE.

Une semaine avant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque mondiale à Toronto (Canada), les ministres de l'économie et des finances de la France et des treize pays africains (1), membres de la zone franc, devaient, ce samedi 28 août, à Paris, harmoniser leurs positions sur les grands problèmes financiers internationaux. Ces pays souhaitent, notamment, la mise en place d'une « aide-bis » pour pallier la baisse des ressources de l'Association internationale de développement — filiale de la Banque mondiale, — après la décision des États-Unis de réduire leur contribution, comme l'a proposé officiellement la France à la réunion d'Helsinki en mai. Les pays de la zone franc sont également favorables à un sensible accroissement des ressources du F.M.I. par une augmentation des quotas.

Présidé par M. Jacques Delors, cette rencontre mensuelle avait en outre pour but de traiter des questions classiques de l'union monétaire : situation économique et financière des pays membres, évolution du franc C.F.A., l'impact de la dévaluation du franc en juin, certains pays africains ont pitié d'une nouvelle augmentation de leur facture pétrolière libellée en dollar (le Monde du 23 juin), d'autres, en revanche, ont tiré profit du nouvel ajustement, encaissant en monnaie américaine leurs exportations de produits de base. Enfin, quelques pays de la zone (Côte d'Ivoire, Togo), connaissent des difficultés nécessitant une aide accrue.

(1) Bénin, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Congo, Gabon, République centrafricaine, Tchad, Mali et Comores.

AGRICULTURE

LES ÉLEVEURS TOUCHÉS PAR LA SÉCHÉRESSE NE SONT PAS ASSEZ INDEMNISÉS

estime M^{me} Edith Cresson.

La procédure d'aide aux éleveurs touchés par la sécheresse doit être améliorée, a déclaré M^{me} Edith Cresson lors d'une conférence de presse, le jeudi 26 août. Le ministre de l'Agriculture estime que les subventions versées aux éleveurs par le Fonds national de garantie contre les calamités agricoles sont insuffisantes : elles ne couvrent en effet que la récolte perdue et ne tiennent pas compte des préjudices que doivent opérer les éleveurs sur leurs stocks pour nourrir le bétail pendant la sécheresse. « La procédure sera améliorée », a déclaré le ministre, mais pour l'instant il faut l'appliquer comme elle est. Pour déterminer les modalités de sortie du blocage des prix, M^{me} Edith Cresson a annoncé qu'elle recevrait à la rentrée les organisations syndicales.

En ce qui concerne le budget de l'Agriculture pour 1983, le ministre a déclaré que la mise en place des offices par produits ne nécessiterait pas dans l'immédiat de crédits supplémentaires. Avant de créer de nouveaux postes, il faut déterminer les modalités précises de fonctionnement de ces offices, estime M^{me} Edith Cresson.

Deux grandes priorités devraient être retenues pour le budget agricole de l'année prochaine : une moindre augmentation des cotisations sociales agricoles et le développement de l'enseignement (cent postes d'enseignant pourraient être créés).

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 23 au 27 août 1982

La hausse Delors

BIEN joué ! Il a suffi d'une « communication » habilement glissée à l'ordre du jour du conseil des ministres pour que M. Jacques Delors remporte haut la main le match qui l'opposait aux défaits à propos de ce projet de réforme de l'épargne dont on attendait tant.

Apparemment, l'espoir n'était pas vain, et la Bourse de Paris, qui cultive parfois l'esprit sportif, a salué l'exploit comme il convenait, en prenant connaissance des nombreuses dispositions du futur texte de loi. Bondissant de 4 % en une seule séance, celle de jeudi, la cote a marqué un enthousiasme que l'on n'était plus guère habitué à éprouver sous les colonnes. Le mot est-il trop fort ? Écoutons donc l'avis « à chaud » du syndic de la Compagnie des agents de change tel qu'il l'exprimait vendredi à midi au micro de France-Inter : « Nous sommes en présence d'une loi éminente pour le marché », devait affirmer en préambule M. Yves Flornoy, « une loi qui va en profondeur, dans le sens du travail entrepris en 1978 par M. Monory et, plus récemment, par la commission Dauterive ».

« Le système Delors permet de fixer l'épargne dans un outil légal à cet effet, le compte d'épargne en actions notamment, et le projet de simplification de l'imposition sur les plus-values constitue également une source de satisfaction extrême », devait-il déclarer, réjouissant en cela M. René Monory lorsque l'ancien ministre de l'économie se réjouissait « que l'on poursuive l'orientation nouvelle et originale que j'avais donnée en faveur de l'épargne ».

Trêve de satisfécits, mais force est de constater que l'ensemble du dispositif, qui va maintenant être soumis au Conseil d'État avant de rejoindre, à l'automne, le projet de budget 1983 sur le bureau de l'Assemblée nationale, a fait l'unanimité dans les milieux d'affaires.

Les boursiers avaient deux craintes : que l'avoir fiscal soit supprimé comme le président de la République s'y était engagé à plusieurs reprises et que le marché des actions fasse les frais de la priorité que l'on voyait déjà accordée à un marché obligataire « un peu expansionniste ».

Sur le premier point, la substitution du mécanisme du crédit d'impôt à celui de l'avoir fiscal est considérée comme un acquis de premier ordre, et l'on s'est demandé pendant un certain temps si « ce n'était pas le même produit qui avait simplement changé d'étiquette ». Pour le reste, la création du compte d'épargne en actions (C.E.A.) répond aux besoins du marché qui butait sur la fin de « la loi Monory » et l'on estime d'ores et déjà que les désinvestissements de « 5 000 F Monory » devraient être modérés si une bonne information est faite sur ce nouveau produit, le seul obstacle étant que les souscripteurs de ces C.E.A. devront constituer une épargne supplémentaire de 10 000 F s'ils veulent bénéficier des avantages fiscaux qui se rattachent à ces comptes en plus de leurs « portefeuilles-Monory ».

Si l'on en juge par la nouvelle hausse (1,3 %) enregistrée vendredi après quarante-huit heures de réflexion, ces détails n'inquiètent pas trop les professionnels. Forts des assurances de M. Delors selon lesquelles les derniers arbitrages ont été rendus, ils considèrent que ce document a déjà force de projet de loi et que la base du P.S. ne devrait pas trop sourcilier à l'annonce de mesures destinées à canaliser des capitaux importants vers une industrie qui en a bien besoin.

Dans l'euphorie du moment, la corbeille a relégué au second plan le retour à la liberté des prix industriels, un cheval de bataille qu'elle avait enfoncé à la mi-juin, au moment de l'instauration du blocage des prix. Les vigoureux mouvements de corbe du marché américain, où Wall Street n'en finit pas d'être « bullish », ont sans doute incité les opérateurs à croiser les étriers pour le moment sur ce point.

Du coup, les actions françaises ont progressé de plus de 6 % pour l'ensemble de la semaine, et l'indice de la Compagnie des agents de change a franchi vendredi la barre des 100 pour s'inscrire à 100,7, un niveau qu'il avait abandonné depuis plus de trois mois.

De nombreux titres ont profité de l'envolée des cours, tels Matra, Thomson-C.S.F., Imetal, Europe-1, Schneider, Usinor, alors que Cressat-Loire était en pénitence, la société subissant les effets induits du « bras de fer » que se livrent les gouvernements français et américain à propos du gazoduc transibérique.

An chapitre des anecdotes, l'affaire Jacques Borel International a subi son énième rebondissement mercredi lorsque la cotation du titre a été suspendue une nouvelle fois. Les autorités boursières ont décidé cette fois-ci de prolonger l'offre publique d'échange lancée par la chaîne Novotel sur J.B.I. et dont l'échéance était fixée au 10 avril, en prenant acte de l'intention affirmée par Sodexho, autre prétendant à la fusion avec J.B.I., de déposer un nouveau projet d'offre publique d'achat. Celui-ci serait alors concurrent de l'O.P.E. de Novotel, et tout dépendra du verdict de la commission de la concurrence, dont les attendus devraient être connus à la fin septembre.

Dans la rubrique « le sourire de la semaine », signalons enfin la spectaculaire remontée du lingot à Paris, qui a clôturé la séance de vendredi sur un cours de 92 000 F, ce qui le situe à son niveau de fin septembre 1981, à la veille de la levée de l'anonymat sur les transactions sur or.

SERGE MARTI.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)					
	23 août	24 août	25 août	26 août	27 août
Terme	107791367	151810569	95204235	223895850	283906243
Comptant					
R. et obl.	241020681	539014639	572237712	806375050	673237073
Actions	56798941	61265613	53877064	82153473	86285405
Total	405610989	752090821	721319011	1112424373	
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)					
Franc.	98,5	99,4	98,6	102,4	
Étrang.	113,2	114,1	112,5	116,5	
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981)					
Tendance	111,0	112,1	111,2	115,5	117
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	96,2	96,7	96,6	98,8	100,7

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Nouveau record d'activité

Plus que par la hausse des cours, somme toute modérée (+1,6 %) comparée à la précédente (10,3 %), en raison d'un revirement de tendance enregistré à la veille du week-end, la semaine a été essentiellement marquée par l'activité débordante et frénétique qui a régné. Deux records sont tombés, l'un quotidien, avec, jeudi, 137,3 millions de titres échangés, l'autre hebdomadaire, avec un volume global de transactions portant sur 550,3 millions de titres contre 456,3 millions précédemment. L'euphorie d'achats déclenchée par la baisse des taux d'intérêt est toutefois retombée vendredi malgré la décision de la Réserve fédérale d'abaisser pour la quatrième fois son taux d'escompte. Des ventes bénéficiaires se sont produites, et l'indice des industrielles a baissé de près de 9 points dans un marché redevenu, d'autre part, « normalement actif ». Réaction bien normale au demeurant après l'« explosion » de hausse, qui, depuis le 12 août, avait propulsé le célèbre « Dow » de la cote 776,91 (plus bas de l'année) à 871,40 (+14,9 %), c'est-à-dire au plus haut depuis un an. Jamais dans toute l'histoire de Wall Street un pareil rebond n'avait été enregistré dans un aussi court laps de temps.

Autour du « Big Board », un certain désappointement cependant s'est fait jour, beaucoup jugeant insuffisant encore la dernière détente enregistrée sur le front monétaire. Mais il est vrai que l'on s'habitue à tout, même au sensationnel, un sensationnel dont l'effet a été, d'autre part, tempéré par les dernières prédictions du « gourou » de Wall Street, M. Henry Kaufman, d'avis pour l'heure que les taux d'intérêt étaient maintenant revenus à un plancher qu'ils ne devraient plus enfoncer de suite.

	Cours 20 août	Cours 27 août
Alcoa	27 3/4	27 1/2
A.T.T.	56 3/8	55 3/8
Boring	29	22 1/4
Case West. Res.	34 1/2	35 3/8
Du Pont de Nem.	34	34 3/8
Eastman Kodak	78 1/4	78 3/4
Exxon	27 3/8	28 1/4
Fort	25 3/4	27 5/8
General Electric	70	72 1/2
General Foods	39 1/8	38
General Motors	47 3/8	46 5/8
Goodyear	24	25 1/2
I.B.M.	68 1/8	67
L.T.I.	26 1/4	27
Mobil Oil	31 3/4	32
Pfizer	39 5/8	42 3/8
Schlumberger	35 7/8	36 5/8
Texasco	27 7/8	28 1/4
U.A.I. Inc.	18 1/2	21 1/8
Union Carbide	48 3/4	48 5/8
U.S. Steel	19 1/2	20 1/2
Westinghouse	30	31 1/4
Xerox Corp.	30 1/2	32 1/4

LONDRES

Léger tassement

Les problèmes sociaux ont dominé cette semaine, et le marché s'y est tenu compte des indications haussières de Wall Street. La tendance y a été à l'irrégularité avec un peu plus de baisses que de hausses.

Les fluctuations et les réductions d'horaires dans l'industrie automobile, les chantiers navals et la sidérurgie, l'aggravation du chômage, ont constitué autant de facteurs négatifs, dont les opérateurs ne pouvaient sous-estimer l'importance. La décision des grandes banques britanniques d'abaisser leurs taux de base a été connue trop tard pour influer sur les cours.

Indices « F.T. » du 27 août : industrielles, 573,5 contre 580,6 ; mines d'or, 320,1 contre 303,8 ; Fonds d'État, 77,7 contre 78,03.

	Cours 20 août	Cours 27 août
Bombardier	196	197
Brit. Petroleum	282	288
Charter	208	183
Comptel	70	76
De Beers	4,37	4,40
Free State Geduld	27 1/8	28 7/8
Gl. Univ. Stores	531	523
Imp. Chemical	292	278
Shell	400	391
Vickers	143	145
War Loan	32 5/8	33

(*) En dollars

FRANCFORT

Nouvelle avance

Favorisée par des achats étrangers, la reprise amorcée la semaine précédente s'est poursuivie et les cours ont monté de 2 % en moyenne.

Indice de la Commerzbank du 27 août : 678,1 contre 666,1.

	Cours 20 août	Cours 27 août
A.E.G.	32,98	31,50
B.A.S.F.	113,20	114,40
Bayer	106,29	109,50
Commerzbank	119,90	121
Hoechst	106	107,50
Monsieur	129,50	133,50
Siemens	128,50	125,10
Volkswagen	135,30	138

TOKYO

Fort reprise

	Cours 20 août	Cours 27 août
Akai	261	261
Bridgestone	420	420
Canon	809	858
Fuji Bank	590	592
Honda Motors	694	767
Matsushita Electric	990	1 120
Mitsubishi Heavy	178	188
Sony Corp.	3 120	3 590
Toyota Motors	850	902

Quelle prime devront acquitter les emprunteurs français ?

Rude semaine pour le franc

Vive hausse de l'argent – Repli du sucre

Et nous ?

Parmi les émissions prévues pour la semaine prochaine figurent un emprunt « à fenêtre » - Gaz de France de 1,8 milliard de francs, sur 18 ans, assorti d'un taux fiscal de 16,80 % (15,12 % net) et comportant des options de remboursement anticipé. Succès assuré pour cette opération, que l'on s'est - pratiquement arrachée -.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2. PROCHE-ORIENT
 - 3. EUROPE
 - 4. AMÉRIQUES
 - CANADA : une organisation armée revendique l'assassinat de l'attaché militaire turc à Ottawa.
 - 4. FRANCOPHONIE
 - Au congrès de Brive, M. Charbonnel (R.P.R.) souhaite que les socialistes « mettent en forme la communauté de langue française ».
 - 4. AFRIQUE
 - 4. ASIE
- POLITIQUE**
- 5. La multiplication des attentats anti-Maghrebins en Corse.
 - La deuxième élection de septennat (II), par Jean Chirac.
- SOCIÉTÉ**
- 6. Éducation : les carrières universitaires.
 - SCIENCES.
 - RÉGIONS : les fêtes locales à Veynes (Hautes-Alpes).
 - 9. SPORTS.
- CULTURE**
- 7. CINÉMA : la cinquantième Mastro de Venise.
 - MUSIQUE : Roda Lapa joue Mozart.
- ÉCONOMIE**
- 11. CONJONCTURE :
 - ÉNERGIE : M. Chevènement estime indispensable une réduction de la dépendance technologique de la France.
 - 12. AFFAIRES : submergée par les procès, Manville, numéro un de l'amiante, se met sous la protection de la loi américaine sur la faillite.
 - LA REVUE DES VALEURS.
 - 13. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

RADIO-TELEVISION (9)
INFORMATIONS
— SERVICES : (10) :

Gastronomie ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Carnet (10) ; Programmes spectacles (8 et 9).

LES AUTORITÉS PHILIPPINES AFFIRMENT

AVOIR DÉJOUÉ UN COMplot

Manille (A.F.P.). — Un complot visant à provoquer le mois prochain, dans le nord du pays une série d'assassinats, d'attaques et d'incendies à la bombe contre les installations militaires a été déjoué par les services secrets, a affirmé le vendredi 27 août, le chef des forces armées philippines, le général Fabian Ver. Ce dernier a indiqué qu'un prêtre catholique, le Père Zaccarias Agatep, l'un des instigateurs, selon lui, de ce complot, avait été arrêté.

Selon le général Ver, le complot a été révélé par des documents « subversifs » saisis par les services secrets de l'armée dans une localité située à quelques 350 kilomètres de Manille.

Le 8 août, M. Marcos avait déjà annoncé que les services de renseignements avaient découvert un complot au niveau national visant à organiser, le mois prochain, une grève générale accompagnée d'assassinats et d'attentats (le Monde du 10 août). Deux syndicalistes avaient été arrêtés. L'agence philippine P.N.A. annonce, d'autre part, qu'au moins cinquante et un rebelles soupçonnés d'appartenir à la « Nouvelle armée du peuple (N.P.A.) » (branche militaire du parti communiste philippin) ont été tués et trente-neuf autres faits prisonniers par les forces de sécurité au début du mois, dans la province du Negros occidental, au centre des Philippines. Neuf policiers ont été tués au cours de ces affrontements.

● La compagnie nationale argentine Aerolineas Argentinas a entamé des négociations avec la compagnie Air France pour une reprise prochaine des liaisons aériennes entre les deux pays, a annoncé vendredi à Buenos Aires l'export-parole de la compagnie.

Le gouvernement militaire argentin avait interrompu les liaisons aériennes entre Paris et Buenos Aires après le soutien apporté par le gouvernement français à la Grande-Bretagne lors du conflit des Malouines, et des sanctions appliquées par la C.E.E. à l'encontre de l'Argentine.

Le numéro du « Monde » daté 28 août 1982 a été tiré à 481 862 exemplaires.

A B C D E F G

LES SYNDICATS A MATIGNON

M. KRASUCKI (C.G.T.) : une lutte rigoureuse contre l'inflation doit permettre de maintenir le pouvoir d'achat dès 1982

Sortes victorieuses de la lutte contre la vie chère et le chômage, et tout peut se concevoir. Tel est le message que M. Henri Krasucki a longuement développé, vendredi 27 août, au cours d'un entretien d'environ cinq heures avec le premier ministre, M. Pierre Mauroy. Celui-ci a ainsi pu constater le « réalisme » de la C.G.T., qui, sans abandonner ses revendications et sans nier les divergences avec le gouvernement, a manifesté un esprit très coopératif.

Le plus long des entretiens entre un dirigeant syndical et M. Mauroy s'est terminé, vendredi 27 août, non pas sur le perron de Matignon, où, pressé par les journalistes, l'invité du premier ministre s'efforce tant bien que mal de répondre rapidement aux questions, mais dans la salle de presse, où, confortablement assis, M. Henri Krasucki, secrétaire général, entouré de quatre secrétaires confédéraux, a pu calmement exposer son point de vue. Ces différences ne sont pas aussi anecdotiques qu'on le croit : elles soulignent à la fois le « sérieux » dont veut faire preuve le leader syndical et la considération, voire la bonne entente, qui existent entre les deux hommes, même s'il s'agit là d'une partie de bras de fer ; chacun veut compter sur la confiance et l'appui de l'autre en affirmant bien haut qu'il reste indépendant... et critique. Toujours est-il que M. Krasucki a bien précisé les conditions qui permettraient à la C.G.T. d'être assez souple sur la sortie du blocage des salaires.

Après avoir rappelé que, pour les travailleurs, il y a un problème urgent à régler : le pouvoir d'achat des salaires et des retraites, M. Krasucki a surtout insisté sur la lutte contre la vie chère et le chômage. Tenant compte du « contexte économique », le leader cégétiste réclame une conséquence politique économique audacieuse : « Il faut faire autrement qu'avant » — et c'est une critique voilée de toutes les politiques passées, y compris des douces dernières mois, — mais aussi « autrement qu'ailleurs » — et c'est une opposition bien connue aux politiques déflationnistes de M. Reagan, Mme Thatcher, etc.

Deux priorités

Première priorité : la C.G.T. réclame qu'on lorde durablement le cou à l'inflation. Elle propose le « maintien d'un blocage sélectif » pour certains produits et la mise en place d'un « dispositif permanent de contrôle démocratique des prix ». M. Krasucki suggère la création, au niveau national, d'un « observatoire » qui déconstruirait les causes de l'inflation, notamment, selon lui, les abus, les gaspillages, etc., avec l'appui des comités d'entreprise et des consommateurs. « Je ne vois pas ce qu'il y a de diabolique dans ce projet », a-t-il ajouté le numéro 1 de la C.G.T., répondant ainsi aux craintes de M. Bergeron à l'égard de « tribunaux populaires ». Selon M. Krasucki, le premier ministre, qui a annoncé « son intention de créer des organismes régionaux », n'a pas critiqué ces conceptions. Il y a même eu, selon le dirigeant cégétiste, « une assez grande convergence de vues » à propos du contrôle des prix.

Deuxième priorité : « Financer autrement les investissements et prestations sociales car il ne faut pas que les travailleurs trinquent ». La C.G.T. réclame donc une fiscalité faisant davantage appel aux riches ;

pour l'assurance chômage, les cégétistes ne sont pas hostiles à des économies mais... ils demandent avant tout que les entreprises qui ne paient pas de salaires en pré-rétribution sans signer de contrat de solidarité — comme chez Michelin, — qui pratiquent les heures supplémentaires ou bénéficient des progrès de la technologie sans penser suffisamment à l'emploi, paient davantage à l'UNEDIC. Si ces conditions sont remplies, la C.G.T. accepterait alors plus de souplesse pour bâtir une nouvelle politique salariale. La C.G.T., hostile au blocage, reste aussi opposée aux méthodes de sortie annoncées par M. Mauroy : le maintien du pouvoir d'achat d'ici à la fin 1983. M. Krasucki a demandé que le gouvernement ne s'engage pas dans le carcan d'un tel délai ; il demande que le pouvoir d'achat soit réévalué pour les bas salaires et maintenu pour les autres — sauf les hautes rémunérations — « dès la fin 1982 ». Néanmoins la C.G.T. ne refuse pas le système Deltors : « On peut très bien concevoir un système de négociations et d'accords qui anticipent sur les hausses prévisibles de prix. Tout dépend du moment où se font ces anticipations. Il faut réduire l'inflation. A partir de là, on peut discuter. On ne négocie pas sur des chiffres immuables, mais en terme de pouvoir d'achat. »

Un avertissement et un avertissement

Présenté calmement, sans fiel, sans fêche acérée, ce programme est certes bien ambitieux et difficile à appliquer par un gouvernement : à la rigueur nouvelle des pouvoirs publics, la C.G.T. oppose des conditions rigoureuses tout en affichant une modération certaine. M. Krasucki a volontairement mis les points sur les i : « Il y a des différences (avec le gouvernement) mais elles ne sont pas irréductibles. (...) Rien n'est actuellement bloqué et sans issue même si les choses sont compliquées. »

Et le numéro un de la C.G.T. d'ajouter : avec le gouvernement nous sommes « coopératifs, indépendants et critiques ». C'est un aboutissement pour M. Mauroy. C'est aussi un avertissement : M. Krasucki demande à nouveau à M. Mauroy de « se montrer plus ambitieux » ; il souligne que, aucune décision n'étant prise, il choisit l'attitude de saint Thomas : il se prononcera définitivement quand il connaîtra les choix du gouvernement. Et quand il s'agit de « bons choix » ou de « bons accords », la C.G.T. a toujours ses manières : très spécifiques de définir ses critères de jugement.

JEAN-PIERRE DUMONT.

M. MENU (C.G.C.) :

le premier ministre doit partir

Dans une interview à l'hebdomadaire Paris-Match daté du 2 septembre, le Jean Menu, président de la C.G.C., estime : « M. Pierre Mauroy est usé par le pouvoir. Il a atteint son seuil de compétence. Il doit partir. Je suis convaincu qu'il existe au sein du P.S. des hommes plus capables sur le plan économique. »

Il affirme avoir été « éclairé » sur l'importance du premier ministre à trois reprises, notamment « lorsque lui a expliqué pourquoi la C.G.C. émettait des réserves sur la loi Avon par crainte d'une socialisation (...) ». « La C.G.C. a perdu son sang-froid — il m'a quasiment injurié d'avoir proféré de tels mensonges — m'a stupéfié ; j'ai cru la voir perdre son sang-froid », a-t-il ajouté.

En revanche, M. Menu souligne « n'avoir pas craint de se frotter partiellement au langage » du ministre des affaires sociales, M. Pierre Bérégovoy.

M. MAIRE : la C.F.D.T. est opposée à un système intermédiaire pour la retraite de soixante à soixante-cinq ans

La C.F.D.T. est opposée aux formes transitoires de retraite proposées par la C.G.C. pour assurer une pension (Sécurité sociale plus retraite complémentaire) à un niveau sensiblement égal, à soixante ans, à celle versée actuellement à soixante-cinq ans. C'est ce qu'a affirmé M. Edmond Maire à l'issue d'un entretien de plus de trois heures — vendredi 27 août — avec M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales.

Pour la C.F.D.T., le système de la C.G.C., en maintenant pendant plusieurs années la garantie de ressources, favorise davantage les cadres et serait financé indirectement par les ouvriers et les employés. « Ce serait une nouvelle injustice sur laquelle nous nous devons d'attirer l'attention du ministre. »

Selon le secrétaire général de la C.F.D.T., M. Bérégovoy, qui avait montré une certaine réserve pour cette formule, « a su peu découvrir cet aspect-là du problème ».

La C.F.D.T. a rappelé qu'elle était favorable à la restriction progressive de la garantie de ressources (ou préretraite) et à son transfert dans les régimes de Sécurité sociale, ce qui réduirait déjà en partie le problème du déficit de l'UNEDIC.

En ce qui concerne les prestations familiales, M. Maire a fait remarquer que, par son opposition au versement de ces allocations sous conditions de ressources,

la C.F.D.T. était favorable à leur fiscalisation. Le dirigeant cégétiste a répété qu'il faisait une meilleure contribution des non-salarisés à l'assurance maladie « un préalable politique et psychologique » à la mise en place de la loi Avon sur les retraites à faire dans ce domaine. (A.F.P.)

1 404 morts en juillet

LES ACCIDENTS DE LA ROUTE SONT MOINS NOMBREUX, MAIS PLUS GRAVES

Le nombre d'accidents de la route a diminué de 5,1 % en juillet 1982 par rapport à juillet 1981, mais le nombre de tués a augmenté de 12,8 %, indique la délégation interministérielle à la sécurité routière.

Les résultats de juillet 1982 font état de 20 781 accidents, de 1 404 tués et 8 143 blessés graves. « Il faut remonter à l'année 1976 pour trouver des résultats aussi défavorables », précise la délégation.

La tragédie de Besune (53 tués) ne les explique pas seuls. Durant les sept premiers mois de 1982, la comparaison faite avec la même période, le nombre d'accidents (121 879) a diminué de 2,4 %, mais celui des tués (7 007) a augmenté de 4,5 %. Le nombre des blessés graves (47 534) a baissé de 5,7 %.

[Ces chiffres confirment, si besoin en était, la nécessité d'intervenir rapidement pour obtenir un meilleur respect des réglementations imposées par le code de la route et en particulier des limitations de vitesse. Le « laxisme » observé sur ce point peut en effet expliquer, pour l'essentiel, la gravité croissante des accidents.]

UNE GRÈVE DU LIVRE A EMPÊCHÉ LA PARUTION DU « FIGARO » SAMEDI

Le Figaro n'a pas paru samedi matin 28 août en raison d'une grève des ouvriers du livre C.G.T. de la Sirio (imprimerie du quotidien), déclenchée à la suite de la confection d'une page de publicité dans une imprimerie extérieure au groupe Hachette. Cette page annonçait la parution du Figaro Magazine, interrompue pendant la période des vacances. Les ouvriers ont refusé de tirer. Se trouvant devant une page blanche, la direction du Figaro a alors voulu y faire figurer un court texte expliquant les raisons de cette carence rédactionnelle. Les ouvriers veulent qu'y figure également leur communiqué syndical déclarant notamment : « Alors que les travailleurs étaient disposés, jusqu'à la tombée du jour, à continuer la publication du prochain numéro du Figaro Magazine, la direction en a confié la fabrication à une entreprise extérieure, par ailleurs, avec le groupe Hachette, de graves préoccupations pour le maintien de l'emploi, les travailleurs ne pouvaient accepter un tel délit. » La direction du journal s'opposant à la publication de ce texte, les ouvriers votèrent alors la grève à l'unanimité moins neuf voix. Le Figaro devrait paraître mardi 30 août.

VENANT DES ÉLUS ET DES ÉCOLOGISTES

L'opposition à l'immersion des déchets nucléaires se renforce en Espagne

C'est une véritable flottille qui cingle à présent vers le lieu situé à 700 kilomètres des côtes espagnoles de la Galice, où la Scheideberg, bateau-poubelle néerlandais, doit immerger, par 4 000 mètres de fond, des déchets métalliques contenant 3 000 tonnes de déchets faiblement radioactifs.

Au Sirius, le bateau des écologistes de l'organisation internationale Greenpeace, venu des Pays-Bas, veut se joindre samedi 28 août deux autres navires partis d'Espagne, l'Arosa et le Pleamar, à bord desquels des élus, des défenseurs de la mer et des journalistes veulent tenter d'empêcher l'opération.

En Espagne même, le mouvement de protestation contre les déversements de déchets atomiques dans l'Atlantique se renforce. Dans le port d'El Ferrol, six personnes se sont enchaînées sur la place centrale en guise de protestation. Des militants écologistes manifestent depuis vendredi 27 août dans une trentaine de municipalités. A Las Palmas, dans les îles Canaries, une trentaine de protestataires se sont enchaînés aux grilles du consulat des Pays-Bas en signe de solidarité avec leurs camarades galiciens.

Fort embarrassé, le gouvernement espagnol affirme qu'il ne peut intervenir. La fosse choisie par l'O.C.D.E. se trouve dans les eaux internationales, au-delà de la zone des 200 milles sur laquelle l'Espagne a une compétence au moins économique. Le gouvernement souligne que l'endroit est très éloigné des côtes, que les déchets sont faiblement radioactifs et qu'une surveillance radiologique étroite est maintenue.

La convention de Londres

La directrice générale de l'environnement, Mme Maria Teresa Esteban, a déclaré que ces déversements « respectent toutes les conditions stipulées par la convention de Londres de 1972 », à savoir que la fosse est très profonde, qu'elle n'est traversée par aucun câble sous-marin, que le trafic maritime y est minime et qu'il ne s'agit pas d'une zone de pêche.

Rappelant que l'Espagne entre ses déchets nucléaires, Mme Esteban a exprimé sa conviction que, « dans cinq ans, tous les pays en feront autant ». — (A.F.P., Reuters.)

Aujourd'hui une place, demain un festival

Brive sans rancune pour Brassens

De notre correspondant

Brive. — Brive aura-t-elle son festival Georges Brassens ? Le conseil municipal et son maire, M. Jean Charbonnel, ont en tout cas confirmé à l'unanimité, le vendredi 27 août, que la place de la Guillerie, où sont organisées des marchés fort connus, serait baptisée Georges Brassens. En hommage au poète qui avait chanté « la marche de Brive-la-Gaillarde », les élus ont même l'intention d'organiser un festival qui réunirait les fidèles amis du chanteur : Jean-Pierre Chabrol, René Fallet, Gilbert et Nicolas, ses accompagnateurs, bref tous « les copains d'abord ».

Le vote du conseil a mis un terme à ce que le poète aurait appelé une « tempête dans un bénitier ». A l'annonce de ce projet de baptême (le Monde du 15 août), un grand branle-bas avait agité la lande normanno-bretonne et partout en France où l'actualité de Brassens, le regard d'écroulé effarouché de Brassens. Le standard de la gendarmerie de Brive était saturé

par les messages de félicitations émus venant de France et de Belgique, car les gendarmes, consultés, avaient donné leur accord à ce projet ; le facteur, plus pressé que jamais, délaissant cette fois « Margot, son courage et son chat », apportait à la mairie de Brive des monceaux de lettres d'encouragement.

Toutefois, quelques « braves gens » criaient à l'imposture, refusant de célébrer à Brive « le pompage du phonographe et la politesse de la chanson ».

Cette tentative d'intimidation n'a pas effrayé le conseil municipal, qui n'a pas voulu se souvenir de ce tour de chant à Brive de l'hiver 1954 : alors que la petite salle des fêtes était pleine à craquer, les policiers assurant le service d'ordre avaient pris la clé des champs dès les premières mesures de : « Au marché de Brive-la-Gaillarde. »

ALAIN GALAN.

NOUVELLES BRÈVES

● Les 27 753 électeurs inscrits dans la deuxième circonscription de la Polynésie sont appelés, à se rendre aux urnes, dimanche 29 août, afin de pourvoir le siège laissé vacant à l'Assemblée nationale par M. Gaston Flosse (R.P.R.), décédé. Bernard Bristet, l'incompétence de ce mandat avec la fonction de vice-président du conseil de gouvernement. M. Flosse, qui avait été réélu député, le 30 juin 1981, avec 56,63 % des suffrages exprimés, est, cette fois, le suppléant de M. Tutuaha Salmon, qui était lui-même son suppléant l'an dernier.

● Un deuxième pompier bénévole d'Echirrolles (Isère) a été inculpé jeudi 26 d'incendie volontaire et écroué à la prison de Valence (Isère). Bernard Bristet, vingt-huit ans, jardinier municipal à Echirrolles, reconnu avoir allumé quatre incendies dont l'un a eu de graves conséquences : affoie par les flammes et la fumée venant de la cave de son immeuble, une mère de famille s'était jetée par la fenêtre se brisant les jambes. L'inculpation de Bernard Bristet fait suite à celle de neuf des trente pompiers bénévoles d'Echirrolles, inculpés, le 18 août, d'association de malfaiteurs et d'incendies volontaires. Sept d'entre eux ont été incarcérés (le Monde du 20 août).

Les 2 derniers jours

TAPIS

- 50 %

maison de **Piran**

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, André Bouvier, vous propose

Pour vos cadeaux.
Pour vos dîners.
Pour cadeaux d'entreprise personnalisés.

Château de Barbe Blanche

LUSSAC - SAINT-ÉMILION

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54